

COI Focus

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

Situation sécuritaire

4 avril 2019 (mise à jour)

Cedoca

Langue de l'original : français

DISCLAIMER:

Ce document COI a été rédigé par le Centre de documentation et de recherches (Cedoca) du CGRA en vue de fournir des informations pour le traitement des demandes individuelles de protection internationale. Il ne traduit aucune politique ni n'exprime aucune opinion et ne prétend pas apporter de réponse définitive quant à la valeur d'une demande de protection internationale. Il a été rédigé conformément aux lignes directrices de l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) et il a été rédigé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Ce document a été élaboré sur la base d'un large éventail d'informations publiques soigneusement sélectionnées dans un souci permanent de recoupement des sources. L'auteur s'est efforcé de traiter la totalité des aspects pertinents du sujet mais les analyses proposées ne visent pas nécessairement à l'exhaustivité. Si certains événements, personnes ou organisations ne sont pas mentionnés dans ce document, cela ne signifie pas qu'ils n'ont jamais existé.

Toutes les sources utilisées sont référencées de manière simplifiée dans les notes en bas de page. À la fin du document, une bibliographie reprend les références bibliographiques complètes. Les sources simplement consultées sont également reprises dans une liste. Dans des cas exceptionnels, la source n'est pas mentionnée nommément. En cas d'utilisation d'une information spécifique contenue dans ce document, il convient de citer la source telle que mentionnée dans la bibliographie.

La publication ou la diffusion du présent document est interdite sauf accord écrit du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

This COI-product has been written by Cedoca, the Documentation and Research Department of the CGRS, and it provides information for the processing of individual applications for international protection. The document does not contain policy guidelines or opinions and does not pass judgment on the merits of the application for international protection. It follows the Common EU Guidelines for processing country of origin information (April 2008) and is written in accordance with the statutory legal provisions.

The author has based the text on a wide range of public information selected with care and with a permanent concern for crosschecking sources. Even though the document tries to cover all the relevant aspects of the subject, the text is not necessarily exhaustive. If certain events, people or organisations are not mentioned, this does not mean that they did not exist.

All the sources used are briefly mentioned in a footnote and described in detail in a bibliography at the end of the document. Sources which have been consulted but which were not used are listed as consulted sources. In exceptional cases, sources are not mentioned by name. When specific information from this document is used, the user is asked to quote the source mentioned in the bibliography.

This document can only be published or distributed with the written consent of the Office of the Commissioner General for Refugees and Stateless Persons.

Contenu

Liste des principaux sigles utilisés	3
Introduction	5
1. Bref historique	6
2. Situation générale	8
3. Parties en présence	11
3.1. Forces internationales	11
3.2. Forces nationales	11
3.3. Groupes armés	12
3.3.1. Ex-Séléka	12
3.3.2. Anti-balaka	14
3.3.3. Autres groupes armés	14
3.3.4. Groupes d'autodéfense à Bangui	15
4. Typologie de la violence	16
4.1. Affrontements entre groupes armés	16
4.2. Violences intercommunautaires	17
4.3. Affrontements entre groupes armés et forces nationales et internationales	18
4.4. Violations des droits de l'homme	19
4.4.1. Par les groupes armés	19
4.4.2. Par les forces de défense et de sécurité nationales	19
4.5. Criminalité	20
5. Cibles de la violence	20
5.1. Civils	20
5.2. Chrétiens et musulmans	22
5.3. MINUSCA	24
5.4. Travailleurs humanitaires	25
6. Répartition géographique	25
6.1. Bangui	26
6.2. Centre	27
6.3. Est	28
6.4. Sud-est	29
6.5. Nord	30
6.6. Ouest et nord-ouest	30
7. Déplacements de population	31
8. Impact de la violence sur la vie quotidienne	32
8.1. Aide humanitaire d'urgence	32
8.2. Présence d'organisations humanitaires	33
8.3. Accès aux services et infrastructures de base	33
8.4. Accès aux services publics (administrations, banques, écoles)	34
8.5. Services de maintien de l'ordre	35
8.6. Sécurité sur les axes routiers, liberté de mouvement	35
Résumé	36
Bibliographie	38

Liste des principaux sigles utilisés

3R	Retour, réclamation et réhabilitation
ACAP	Agence centrafricaine de presse
ACCORD	Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data Project
ADIAC	Agence d'information d'Afrique Centrale
ADV	African Daily Voice
AFP	Agence France-Presse
BBC	British Broadcasting Corporation
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique Centrale
CIRGL	Conférence internationale sur la région des Grands Lacs
CNC	Corbeau News Centrafrique
CNR	Commission nationale des réfugiés
CNDS	Commission nationale de défense et de sécurité
CPS	Cour pénale spéciale
CRCA	Croix-Rouge centrafricaine
CSW	Christian Solidarity Worldwide
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DIIS	Danish Institute for International Studies
DW	Deutsche Welle
EUTM RCA	Mission militaire de formation de l'Union européenne en République centrafricaine
FACA	Forces armées centrafricaines
FDPC	Front démocratique du peuple centrafricain
FPRC	Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique
FSI	Forces de sécurité intérieure
HCDH	Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme
ICG	International Crisis Group
IPIS	International Peace Information Service
IRIN	Integrated Regional Information Networks
LRA	Lord Resistance Army (Armée de résistance du seigneur)
MEPSTA	Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire, technique et de l'alphabétisation
MINUSCA	Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies en République centrafricaine
MLCJ	Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice
MNLC	Mouvement national pour la libération de la Centrafrique

MPC	Mouvement patriotique pour la Centrafrique
MSF	Médecins sans frontières
OCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs)
ONG	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
RCA	République centrafricaine
RFI	Radio France internationale
RJ	Révolution et justice
RJDH	Réseau des journalistes pour les droits de l'homme
RPRC	Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique
UA	Union africaine
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance (United Nations International Childrens Fund)
UPC	Union pour la paix en Centrafrique
USDOS	United States Department of State (Département d'Etat américain)
VOA	Voice of America

Introduction

L'objectif de la présente recherche consiste à dresser un état des lieux de la situation sécuritaire en République centrafricaine (RCA) pour la période allant du 1er janvier 2018 au 23 mars 2019. Ce document constitue une mise à jour de deux COI Focus distincts : un COI Focus intitulé *République centrafricaine (RCA). Situation sécuritaire*, du 17 novembre 2017 et un COI Focus intitulé *République centrafricaine (RCA). Situation sécuritaire Bangui*, daté du 19 avril 2018. La recherche documentaire a été clôturée le 25 mars 2019.

L'analyse se compose de huit parties. La première rappelle brièvement les origines du conflit, la deuxième donne un aperçu de la situation politique et sécuritaire depuis le début de l'année 2018. Le troisième chapitre rappelle quelles sont les parties en présence : forces internationales, forces nationales de défense et de sécurité et groupes armés. Les trois chapitres suivants sont consacrés successivement à la typologie, aux cibles et à la répartition géographique des violences. Les déplacements de population occasionnés par ces violences et leur impact sur la vie quotidienne font l'objet des deux derniers chapitres.

Pour la rédaction de ce COI Focus, le Cedoca s'est appuyé sur des sources diverses, notamment les rapports périodiques du Secrétaire général au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU), les rapports du groupe d'experts des Nations unies sur la Centrafrique, les rapports d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales de défense des droits de l'homme, telles que Human Rights Watch (HRW) et Amnesty International (AI). Le Cedoca s'est aussi basé sur des rapports de l'International Crisis Group (ICG), une ONG internationale impliquée dans la prévention et la résolution des conflits armés, et sur des études conduites par des centres de recherche comme l'International Peace Information Service (IPIS)¹, le Danish Institute for International Studies (DIIS)² et l'Enough Project³. Le Cedoca a en outre consulté la presse internationale et locale.

Les conditions de sécurité en RCA font l'objet d'un suivi continu par le Cedoca. Si des changements fondamentaux ou des développements modifiant significativement la situation sur place devaient se produire, ce COI Focus serait mis à jour le plus rapidement possible.

¹ IPIS est un institut de recherche indépendant qui produit des outils de recherche, d'analyse et de renforcement des capacités pour soutenir les acteurs qui travaillent en faveur de la paix positive, du développement durable et du respect des droits de l'homme. IPIS s'est spécialisé sur l'Afrique sub-saharienne. Voir : IPIS, s.d., [url](#)

² DIIS est un institut de recherche indépendant proposant des analyses sur la politique internationale. Voir : DIIS, s.d., [url](#)

³ L'Enough Project est une ONG américaine co-fondée par le Center for American Progress et ICG en 2007. Sa mission déclarée est de mettre fin au génocide et aux crimes contre l'humanité. Voir : The Enough Project, s.d., [url](#)

1. Bref historique

Fin 2012, des groupes rebelles majoritairement composés de musulmans s'unissent pour former une alliance - la Séléka⁴ - dans le but de renverser le président François Bozizé⁵. Malgré la signature, en janvier 2013, d'un accord de paix entre le gouvernement et la Séléka, cette dernière s'empare de Bangui et renverse le président Bozizé en mars 2013⁶. Michel Djotodia, l'un des leaders des groupes rebelles, suspend la constitution et s'installe comme président par intérim, fonction à laquelle il est ensuite confirmé par un gouvernement de transition⁷.

Lorsque la Séléka prend le pouvoir, le pays est soumis à une violence dirigée principalement contre la communauté chrétienne, représentant 80 % de la population⁸. Malgré la décision de Michel Djotodia de dissoudre la Séléka en septembre 2013, la plupart de ses membres refusent d'être démobilisés et ceux que l'on appelle désormais les ex-Séléka continuent de commettre des exactions⁹. Des groupes d'autodéfense s'organisent alors et lancent des attaques contre les ex-Séléka et contre des civils musulmans considérés comme soutenant ceux-ci. Des soldats appartenant aux Forces armées centrafricaines (FACA) et à la garde présidentielle, restés loyaux à François Bozizé, rejoignent ces groupes¹⁰. Ils sont connus sous le nom d'anti-balaka¹¹.

Le 5 décembre 2013, les anti-balaka lancent des attaques coordonnées sur Bangui. Une série de représailles entre ex-Séléka et anti-balaka dégénèrent en violences entre civils musulmans et chrétiens, dans la capitale ainsi que dans le pays. Les événements des 5 et 6 décembre 2013 font un millier de victimes¹².

⁴ Séléka signifie alliance en langue sango.

⁵ HRW, 09/2013, p. 5, p. 29 et suivantes, [url](#)

⁶ Le Monde (Loubière T.), 05/12/2013, [url](#)

⁷ HRW, 09/2013, pp. 5, 29 et suivantes, [url](#)

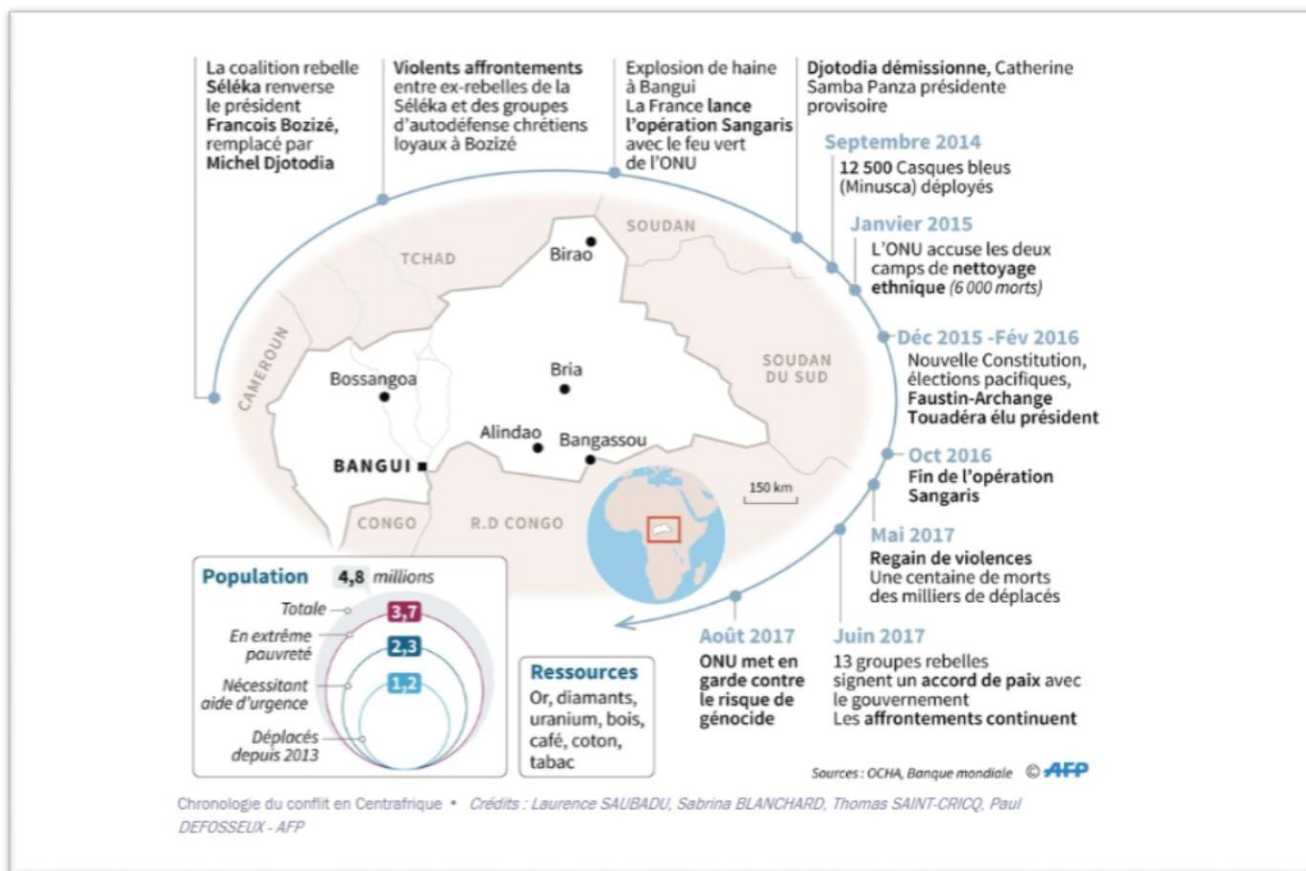
⁸ AI, 02/2014, pp. 5-6, [url](#) ; Le Monde (Loubière T.), 05/12/2013, [url](#)

⁹ IRIN, 19/05/2015, [url](#) ; IDMC, 26/05/2015, p. 4, [url](#)

¹⁰ HCDH, 14/01/2014, [url](#)

¹¹ Anti-balaka signifie littéralement anti-machette en langue sango.

¹² HCDH, 14/01/2014, [url](#)


 Chronologie du conflit en Centrafrique¹³

En décembre 2013, la France intervient militairement en République centrafricaine en y déployant la mission Sangaris, forte de 1.600 hommes. Alors qu'il s'agit au départ d'une mission ne devant pas excéder six mois, le retrait des troupes françaises n'interviendra qu'en octobre 2016¹⁴.

Le 10 janvier 2014, sous la pression des chefs d'Etat d'Afrique Centrale, Michel Djotodia remet sa démission¹⁵. Dix jours plus tard, Catherine Samba-Panza, maire de Bangui, est élue présidente de transition par le Parlement¹⁶.

Fin janvier 2015, un accord de cessez-le-feu et d'arrêt des hostilités est signé à Nairobi sous la médiation kényane¹⁷. Il est suivi, en mai 2015, d'un accord de principe entre le gouvernement et neuf groupes armés sur les questions de leur démobilisation et de leur désarmement¹⁸. Le gouvernement élargit ensuite les discussions à cinq groupes non signataires de l'accord¹⁹.

¹³ France Culture, 03/05/2018, [url](#)

¹⁴ Le Monde, 31/10/2016, [url](#)

¹⁵ Huffington Post, 10/01/2014, [url](#)

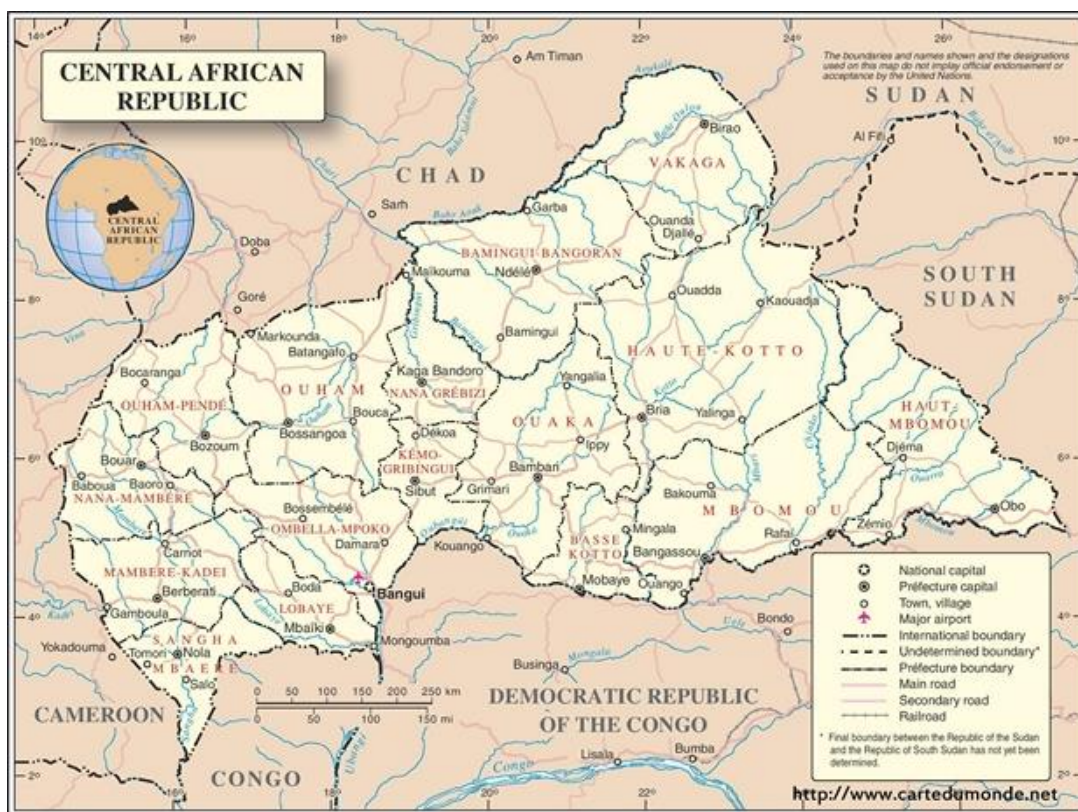
¹⁶ L'Express, 20/01/2014, [url](#)

¹⁷ RFI, 28/01/2015, [url](#) ; Jeune Afrique (Kibangula T.), 29/01/2015, [url](#)

¹⁸ Jeune Afrique (Duhem V.), 11/05/2015, [url](#)

¹⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 29/09/2016, p. 15, [url](#)

Des élections présidentielles couplées à des législatives viennent clôturer la transition entamée en janvier 2014. Faustin Archange Touadéra est élu président de la République en février 2016²⁰.



Carte de la République centrafricaine²¹

2. Situation générale

Entre février et avril 2018, des consultations avec quatorze groupes armés ont lieu dans le cadre de l'Initiative africaine pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine²². Un panel de facilitateurs ayant pour mission d'amener les groupes armés à dialoguer et à obtenir leur adhésion au processus de paix est constitué. Il comprend des représentants de la RCA, de l'Union africaine (UA), de la Communauté économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL), de l'Angola, de la République du Congo, du Gabon et du Tchad²³. En avril 2018 se tient par ailleurs à Bangui la première réunion du Groupe international de soutien à la République centrafricaine, coprésidée par l'UA, la CEEAC et l'ONU²⁴. A partir du mois de mars 2018, le gouvernement centrafricain relance parallèlement la coopération régionale avec ses voisins du Cameroun, du Tchad et du Soudan dans le but d'améliorer leurs relations

²⁰ French China, 05/03/2016, [url](#)

²¹ Carte du monde, s.d., [url](#)

²² Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 2, [url](#)

²³ RJDH (Jongo J.), 17/02/2018, [url](#)

²⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 2, [url](#)

communes en matière de sécurité, de réduction de la violence liée à la transhumance et de gestion de la question du retour des réfugiés²⁵.

Durant le premier trimestre 2018, dans les localités de Bangassou (sud-est), Batangafo (nord-ouest) et Bria (centre), des groupes armés signent des accords de paix. A Bangassou par exemple, l'accord négocié avec des représentants des milices armées, de la société civile et des autorités locales conduit à la remise d'un stock de près de 1.500 armes par les milices. Adaptés au contexte et aux groupes armés locaux, ces accords de paix régionaux s'accompagnent d'initiatives de dialogue et de réconciliation, d'opérations militaires et de police amenant à des arrestations ciblées de chefs de groupes et à des programmes de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR)²⁶.

Des violences ont lieu à Bangui en avril et mai 2018. Elles « [...] ont relancé et exacerbé les discours d'incitation à la discrimination et à la violence à motivation ethnique ou religieuse », selon un rapport intermédiaire d'un groupe d'experts onusiens sur la Centrafrique paru en juillet 2018. Durant cette période, la Mission intégrée multidimensionnelle de stabilisation des Nations unies en République centrafricaine (MINUSCA) répertorie 39 articles publiés dans onze journaux nationaux incitant à la discrimination et à la violence²⁷. Le Secrétaire général de l'ONU parle de « [...] manipulation de l'identité religieuse et ethnique à des fins politiques et opportunistes »²⁸.

Les violences à l'encontre des civils se poursuivent dans plusieurs régions alors que dans le même temps, les groupes armés se disent prêts à dialoguer, selon le rapport de l'ONU de juin 2018²⁹. Dans un rapport paru en janvier 2019, ICG relève de son côté :

« [d]e nombreux accords passés entre le gouvernement et les groupes armés n'ont pas abouti à des changements concrets sur le terrain. Tout au long de l'année 2018, de petits groupes armés se sont dits prêts à désarmer, mais ont tardé à le faire dans l'attente de meilleures conditions découlant d'un accord à Khartoum »³⁰.

Le panel de facilitateurs entame un dialogue avec les groupes armés qui aboutit à une centaine de revendications dont certaines risquent de poser problème lors des négociations avec le gouvernement, selon une analyse de ICG de janvier 2019. Il s'agit principalement des questions de la décentralisation, du contrôle des ressources naturelles, de l'immunité pour les crimes commis pendant le conflit et de l'intégration de membres des groupes armés dans les forces de défense nationale³¹.

Le 22 octobre 2018, la Cour pénale spéciale (CPS) tient sa session inaugurale à la Cour de cassation de Bangui. Composée de 25 juges, cette juridiction hybride (treize juges nationaux et douze internationaux) indépendante est amenée à juger les violations graves des droits de l'homme (génocide, crime contre l'humanité et crime de guerre) commises en RCA depuis 2003³².

Le 26 octobre 2018, le président de l'Assemblée nationale, Karim Meckassoua, est destitué au terme d'un vote des députés. Il était accusé par ses détracteurs de mauvaise gestion des finances publiques, dissimulation de certains dossiers et favoritisme. Des manifestations de soutien à Karim Meckassoua, par ailleurs député du troisième arrondissement de Bangui ont lieu dans le quartier musulman de PK5 (PK5 se trouve dans le troisième arrondissement). Radio France internationale (RFI) souligne que c'est la première fois en RCA qu'un président de l'Assemblée nationale est destitué. Le porte-parole du

²⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, pp. 2-3, [url](#)

²⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, pp. 3, 27, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 4, [url](#)

²⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 23/07/2018, p. 16, [url](#)

²⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, pp. 1, 15, [url](#)

²⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 2, [url](#)

³⁰ ICG, 28/01/2019, [url](#)

³¹ ICG, 28/01/2019, [url](#)

³² MINUSCA, 24/10/2018, [url](#) ; Slate Afrique, 23/10/2018, [url](#)

gouvernement déclare espérer que cette décision résultant du vote des parlementaires ne soit pas « instrumentalisée à des fins de désordre »³³. L'élection en 2016 de Karim Meckassoua, un musulman, au poste de président de l'Assemblée dans un gouvernement dirigé par un chrétien, avait été interprété comme un signe de réconciliation nationale. Un autre musulman, Laurent Ngon-Baba, député de Baboua, est élu président de l'Assemblée nationale le 29 octobre 2018³⁴.

La fin de l'année 2018 est marquée par des affrontements violents entre groupes armés, entre ces derniers et la MINUSCA dans les grandes villes et par des tensions croissantes à Bangui³⁵. Les accords de cessez-le-feu locaux obtenus en début d'année 2018, notamment à Bambari, Batangafo et Bouar sont remis en question suite à de nouvelles violences et à des manœuvres militaires de certains groupes armés³⁶.

Un accord de paix entre le gouvernement centrafricain et quatorze groupes armés est signé à Khartoum (Soudan) le 5 février 2019. L'accord était négocié depuis une dizaine de jours sous l'égide de l'Union africaine. Il s'agit du huitième accord de paix depuis 2013³⁷. Avec la signature de celui-ci, les parties s'engagent à renoncer à la violence et le pouvoir à former un gouvernement inclusif comprenant des représentants des groupes armés. Une commission vérité et réconciliation doit être créée dans un délai de 90 jours. Des unités spéciales mixtes composées de membres des forces de défense et de sécurité et de membres des groupes armés ayant adhéré à l'accord doivent être mises en place³⁸.

Le 25 février 2019, le président Touadéra nomme Firmin Ngrébada au poste de Premier ministre en remplacement de Simplicie Mathieu Sarandji. Le nouveau Premier ministre aura pour mission de former un gouvernement inclusif comme prévu par l'accord de Khartoum³⁹.

Le 3 mars 2019, la composition du nouveau gouvernement est rendue publique. Quatorze nouveaux ministres font leur entrée dans le gouvernement, vingt-et-un gardent leur portefeuille. Les groupes armés y ont des représentants. Le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) obtient deux portefeuilles, l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) et le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) chacun un portefeuille⁴⁰.

Le lendemain, cinq des quatorze groupes armés signataires de l'accord de paix expriment publiquement leur désaccord avec le gouvernement nouvellement formé qu'ils considèrent comme non inclusif. L'UPC, le MPC et le FPRC estiment que leur participation au processus de paix est remise en cause. Le FPRC annonce son retrait du gouvernement. Le FDPC qui n'a obtenu aucun poste ministériel se retire quant à lui de l'accord de paix. Les groupes armés espéraient que le poste de Premier ministre serait attribué à l'un des leurs. Alors qu'ils avaient six représentants dans la précédente équipe gouvernementale, leur nombre est porté à sept dans le gouvernement formé par Firmin Ngrébada, mesure jugée insuffisante par les groupes armés, selon ce que rapporte la presse⁴¹.

Afin de tenter de sauver l'accord de paix, l'Union africaine réunit les parties à Addis-Abeba le 18 mars 2019. Deux jours plus tard, la presse rapporte que les autorités et les quatorze groupes armés sont parvenus à s'entendre sur la composition d'un nouveau gouvernement inclusif⁴². Celui-ci est arrêté par décret présidentiel le 22 mars 2019. Il confirme le maintien de la majorité de l'équipe

³³ Le Figaro, 26/10/2018, [url](#) ; RFI, 26/10/2018, [url](#)

³⁴ Jeune Afrique, 29/10/2018, [url](#)

³⁵ ICG, 28/01/2019, [url](#)

³⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p. 4, [url](#)

³⁷ RFI, 05/02/2019, [url](#)

³⁸ RFI, 08/02/2019, [url](#)

³⁹ Apanews, 25/02/2019, [url](#)

⁴⁰ ADV, 03/03/2019, [url](#)

⁴¹ Jeune Afrique, 04/03/2019, [url](#) ; RFI, 04/03/2019, [url](#) ; Sputniknews (Simo A.), 07/03/2019, [url](#)

⁴² Jeune Afrique, 20/03/2019, [url](#) ; RFI, 20/03/2019, [url](#)

gouvernementale annoncée quelques semaines plus tôt mais est marqué par l'entrée de quatre nouveaux représentants des groupes armés. Le FDPC, qui n'avait aucun représentant dans le gouvernement formé début mars, voit l'arrivée d'Abdoulaye Miskine en tant que ministre de la Modernisation de l'administration et de l'Innovation du service public. Deux ministères sont attribués au MPC et à l'UPC (ils disposaient déjà d'un représentant chacun dans la précédente équipe) et un au MLCJ⁴³.

3. Parties en présence

3.1. Forces internationales

La MINUSCA est présente en RCA depuis avril 2014. Fin janvier 2019, les effectifs déployés de la mission onusienne sont constitués de 15.064 personnes : 11.165 militaires, 163 observateurs militaires, 304 officiers d'état-major, 2.053 policiers, 1.162 membres du personnel civil et 207 volontaires des Nations unies⁴⁴. En novembre 2017, le Conseil de sécurité de l'ONU avait approuvé l'envoi de 900 soldats supplémentaires, mais tous n'étaient pas en place fin 2018⁴⁵.

En décembre 2018, le Conseil de sécurité des Nations unies a renouvelé pour un an le mandat de la MINUSCA⁴⁶.

La présence de la mission onusienne est régulièrement remise en cause par les Centrafricains. Elle a notamment été critiquée pour n'avoir pas su rétablir rapidement la sécurité à Bangui après les violences qui s'y sont déroulées en avril et mai 2018. Une trentaine de manifestations contre la MINUSCA ont eu lieu à Bangui et dans d'autres régions du pays entre février et mai 2018, selon le rapport de l'ONU de juin 2018⁴⁷.

3.2. Forces nationales

Début 2018, les forces armées centrafricaines (FACA) comptent 7.700 hommes. En novembre 2018, le gouvernement a lancé une procédure de recrutement d'un millier de jeunes âgés de 18 à 25 ans⁴⁸.

La majorité d'entre eux (7.000 hommes) ont bénéficié d'une formation dispensée par la mission militaire de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM RCA)⁴⁹. Un article publié par RFI en août 2018 indique que la Russie a de son côté formé 400 soldats et s'apprête à fournir un entraînement militaire de deux mois à un contingent supplémentaire de 1.200 hommes⁵⁰. ICG rappelle qu'en 2017, le président Touadéra a sollicité l'aide de la Russie pour former, conseiller et équiper son armée⁵¹.

Au terme de leur formation, les membres des FACA sont progressivement positionnés dans les villes de l'intérieur du pays. Le premier bataillon est envoyé à Paoua (préfecture de l'Ouham Pendé) en janvier 2018⁵². Le rapport du panel d'experts de l'ONU de juillet 2018 relève que les soldats des FACA

⁴³ Jeune Afrique, 22/03/2019, [url](#) ; Africanews, 23/03/2019, [url](#)

⁴⁴ MINUSCA, 31/01/2019, [url](#)

⁴⁵ HRW, 12/10/2018, [url](#)

⁴⁶ ONU Info, 13/12/2018, [url](#)

⁴⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, pp. 2, 7, [url](#)

⁴⁸ Nations unies, 12/11/2018, [url](#)

⁴⁹ IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 15-16, [url](#)

⁵⁰ RFI, 05/08/2018, [url](#)

⁵¹ ICG, 28/01/2019, [url](#)

⁵² IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 15-16, [url](#)

ne peuvent pas mener d'opérations sans l'appui opérationnel de la MINUSCA ou des instructeurs russes car ils ne disposent ni des capacités ni de la logistique nécessaire⁵³. La même source, dans son rapport définitif de décembre 2018, indique que le redéploiement progressif des FACA dans les villes de l'intérieur du pays se heurte à l'opposition plus ou moins forte des factions de l'ex-Séléka dans les territoires qu'ils contrôlent⁵⁴.

La majorité des 3.232 gendarmes et policiers constituant les forces de sécurité intérieure (FSI) sont stationnés à Bangui par manque de matériel et de moyens logistiques pour être envoyés à l'intérieur du pays, selon le rapport de l'ONU d'octobre 2018⁵⁵.

Afin de pouvoir réarmer leurs forces de défense et de sécurité intérieure, les autorités centrafricaines ont, à plusieurs reprises, demandé la levée de l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies en 2013⁵⁶. Les évêques centrafricains déclarent, dans un message publié le 13 janvier 2019, que face à une armée fragilisée et à des groupes armés semant la terreur, l'embargo ne se justifie plus⁵⁷. Une manifestation réunissant 3.000 personnes et à laquelle participe le Premier ministre, Simplicie Mathieu Sarandji, se déroule à Bangui fin janvier 2019⁵⁸. Le Conseil de sécurité adopte malgré tout, le 31 janvier 2019, une résolution prorogeant l'embargo sur les armes pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 31 janvier 2020⁵⁹. Il a été partiellement levé à deux reprises en 2017 et 2018 pour permettre la livraison d'armes russes et françaises à l'armée centrafricaine⁶⁰.

3.3. Groupes armés

3.3.1. Ex-Séléka

En 2013, la Séléka, une alliance de milices rebelles du nord du pays, majoritairement musulmanes, renverse le président François Bozizé. Depuis sa dissolution en septembre 2013, elle est appelée ex-Séléka⁶¹.

Dans un rapport de novembre 2018 sur la situation en RCA, Nathalia Dukhan, analyste au centre de réflexion américain Enough Project, propose une cartographie des groupes armés en RCA. Les principales factions de l'ex-Séléka en activité en 2018 sont, selon cette source :

- l'Union pour la paix en Centrafrique (UPC) d'Ali Darassa ;
- le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) de Michel Djotodia et Nourredine Adam ;
- la Commission nationale de défense et de sécurité (CNDS), branche militaire du FPRC présidée par Abdoulaye Hissène ;
- le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC) de Mahamat al-Khatim ;
- le Mouvement national pour la libération de la Centrafrique (MNLIC) d'Ahmat Bahar ;
- le Rassemblement patriotique pour le renouveau de la Centrafrique (RPRC) de Zakaria Damane et Djono Ahaba ;
- la Séléka Rénovée de Moussa Dhaffane ;

⁵³ Nations unies, Conseil de sécurité, 23/07/2018, p. 8, [url](#)

⁵⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, p. 9, [url](#)

⁵⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, pp. 6, 8, [url](#)

⁵⁶ RFI, 14/07/2016, [url](#)

⁵⁷ La Croix (Sarr L.), 16/01/2019, [url](#)

⁵⁸ Jeune Afrique, 28/01/2019, [url](#)

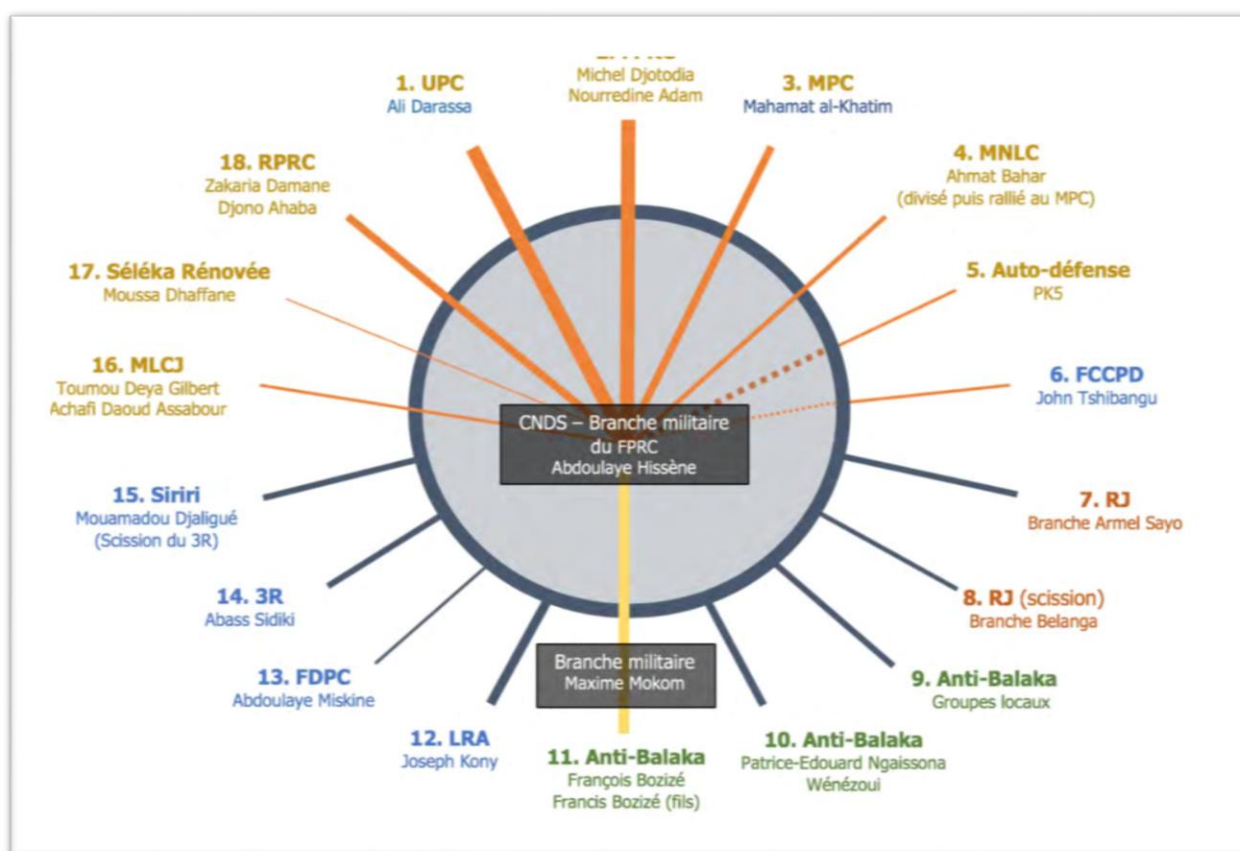
⁵⁹ BBC, 01/02/2019, [url](#)

⁶⁰ Sputniknews, 29/01/2019, [url](#)

⁶¹ IRIN, 24/02/2017, [url](#)

- le Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ) de Toumou Deya Gilbert et Achafi Daoud Assabour⁶².

A plusieurs reprises en 2018, le FPRC tente la réunification des différentes factions de l'ex-Séléka. En août 2018, l'UPC, le MPC et le FPRC se réunissent à Moyenne-Sido (préfecture de l'Ouham) et conviennent de la mise en place d'une force conjointe pour gérer les problèmes de sécurité liés à la transhumance⁶³. Plusieurs factions de l'ex-Séléka continuent de s'opposer fermement au redéploiement de l'armée dans leur zone d'influence, estimant qu'il ne devrait avoir lieu qu'après la signature d'un accord de paix global, selon des sources onusiennes fin 2018⁶⁴.



Groupes armés identifiés par affiliation :

Jaune : Groupes armés liés/issus de la coalition Séléka, formée à la fin de l'année 2012.

Orange : Groupes armés liés/issus du régime de Ange-Félix Patassé, au pouvoir entre 1993-2003.

Vert : Groupes armés liés/issus du mouvement anti-balaka, formé à partir de 2013.

Bleu : Groupes armés originaires/issus des pays voisins.

Groupes armés et alliances politico-militaires⁶⁵

⁶² The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, pp. 1-2, [url](#)

⁶³ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 5, [url](#)

⁶⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 6, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, p. 2, [url](#)

⁶⁵ The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, pp. 1-2, [url](#)

3.3.2. Anti-balaka

Les anti-balaka sont un réseau de milices d'autodéfense chrétiennes apparues en 2013 pour résister à la Séléka⁶⁶. Depuis 2015, les anti-balaka sont scindés en deux groupes et fidèles à Maxime Mokom ou à Patrice-Edouard Ngaïssona⁶⁷. Ce dernier a été arrêté en France en décembre 2018 en vertu d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis en RCA entre septembre 2013 et décembre 2014. Jeune Afrique indique que cette arrestation intervient quelques semaines après celle d'Alfred Yekatom alias « Rambo », un ancien chef de milice anti-balaka élu député à l'Assemblée en 2016. Yekatom a été arrêté à Bangui en octobre 2018 après avoir tiré deux coups de feu en l'air lors d'une séance de l'Assemblée nationale en signe de désaccord avec l'élection de Laurent Ngon-Baba. Transféré à La Haye en novembre 2018, il est accusé du meurtre de civils, de viols et de racket à la tête de la faction anti-balaka qu'il dirigeait en 2014. Il était soumis à des sanctions de l'ONU (gel de ses avoirs, interdiction de voyager) depuis 2015⁶⁸.

La branche Mokom milite en faveur du retour au pouvoir de François Bozizé, manœuvre pour renforcer l'influence du groupe ethnique des Gbaya dans les cercles du pouvoir et est en outre favorable au redéploiement des FACA à l'intérieur du pays⁶⁹. Le rapport du groupe d'experts des Nations unies de décembre 2018 souligne qu'« [à] Bangui, les combattants anti-balaka disposent toujours de capacités opérationnelles considérables et exercent encore une influence sur la vie politique du pays »⁷⁰. Jeune Afrique mentionne ainsi qu'Alfred Yekatom est un proche du député Karim Meckassoua qui était président de l'Assemblée nationale en 2018⁷¹.

3.3.3. Autres groupes armés

Selon le rapport de l'Enough Project et une étude sur le conflit centrafricain menée par l'International Peace Information Service (IPIS) et le Danish Institute for International Studies (DIIS) en août 2018, les autres groupes armés actifs en RCA en 2018 sont :

- Révolution et justice (RJ) d'Armel Sayo ;
- le Front démocratique du peuple centrafricain (FDPC) d'Abdoulaye Miskine ;
- le groupe Retour, réclamation et réhabilitation (3R) d'Abass Sidiki ;
- l'Armée de résistance du seigneur (Lord Resistance Army, LRA) de Joseph Kony ;
- le mouvement Siriri de Mouamadou Djaligué⁷².

RJ a été créé en 2013 en réponse aux activités de la Séléka et des Peul dans le nord-ouest de la RCA. Sa zone d'influence se trouve au nord de Bocaranga et autour de Paoua, à proximité des frontières tchadienne et camerounaise. Suite à de violents affrontements entre le MNLC et RJ dans les environs de Paoua en décembre 2017, la MINUSCA y a établi une zone exempte de groupes armés. Fin janvier 2018, Armel Sayo annonce sa volonté de désarmer son groupe en accord avec le programme de DDR⁷³.

⁶⁶ IRIN, 24/02/2017, [url](#)

⁶⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 26/07/2017, p. 20, [url](#)

⁶⁸ Jeune Afrique, 12/12/2018, [url](#) ; Jeune Afrique, 17/11/2018, [url](#)

⁶⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, p. 13, [url](#) ; The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, p. 3, [url](#)

⁷⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, p. 13, [url](#)

⁷¹ Jeune Afrique, 17/11/2018, [url](#)

⁷² The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, pp. 1-2, [url](#)

⁷³ IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, pp. 37-38, [url](#)

Le FDPC d'Abdoulaye Miskine a été créé début des années 2000 pour lutter contre les coupeurs de routes⁷⁴. Il s'est ensuite opposé au régime de François Bozizé et a rejoint la coalition de la Séléka pendant quelques mois en 2012. Le groupe est actif au nord-ouest du pays, dans les environs de Bouar (préfecture de Nana-Mambéré) où il prélève des taxes. Il soutient les groupes armés peul et collaborerait avec le mouvement Siriri, selon le rapport de l'IPIS et du DIIS⁷⁵.

Le groupe 3R commandé par le général autoproclamé Abass Sidiki a fait son apparition fin 2015. Il s'est donné pour mission la protection des Peul contre les attaques menées par les milices anti-balaka dans les préfectures de Nana-Mambéré, Ouham-Pendé et Mambéré-Kadéï⁷⁶. Un article de La Libre Afrique de février 2019 consacré aux groupes armés en RCA classe 3R parmi les petits groupes armés composés de quelques centaines d'hommes et n'ayant qu'une influence locale⁷⁷.

La LRA est un mouvement rebelle ougandais créé en 1987 qui s'est étendu dans les préfectures de l'est et du sud de la RCA, ainsi qu'en République démocratique du Congo (RDC) et au Soudan du Sud⁷⁸. Ses attaques sporadiques sont caractérisées par l'enlèvement de civils⁷⁹.

Siriri est un groupe armé constitué de Peul. Il est implanté à l'ouest, dans les préfectures de Mambéré-Kadéï et de Nana-Mambéré. Il s'y livre au vol de bétail et à la taxation illégale⁸⁰. L'Enough Project indique que Siriri émane d'une scission du groupe 3R⁸¹. Selon des informations figurant dans le rapport de l'ONU de février 2019, Siriri aurait réintégré le groupe 3R en novembre 2018⁸².

3.3.4. Groupes d'autodéfense à Bangui

Les groupes d'autodéfense apparaissent dans le quartier PK5 à Bangui en 2014 lorsque les commerçants musulmans font appel à eux pour les protéger contre les exactions des anti-balaka. Initialement composés d'une majorité d'ex-Séléka, ces groupes se transforment progressivement en bandes mafieuses qui rançonnent les commerçants, selon un article paru dans Voice of America (VOA) en janvier 2018⁸³.

Les rapports des experts de l'ONU de juillet et décembre 2018 indiquent que ces groupes exercent une forte influence sur le quartier PK5 de Bangui. Ils ne veulent pas être associés aux factions ex-Séléka, même s'ils forment avec elles des alliances occasionnelles. Nimery Matar Jamous alias « Force » se présente comme le « [...] chef d'état-major de la plateforme de coordination des groupes d'autodéfense du quartier PK5 ». Cinq groupes y sont actifs. Il s'agit des groupes « Force », « You », « Moussa Danda », « 50/50 »⁸⁴ et « Appo ». Ils sont généralement désignés du nom ou alias de leur chef actuel ou de leur ancien chef⁸⁵.

⁷⁴ Groupes criminels qui entravent la libre circulation sur les axes routiers en tendant aux usagers une embuscade afin de les dépouiller de leurs biens. Voir : Tankeu M., 2013, [url](#)

⁷⁵ IPIS, DIIS (Schouten P.), 08/2018, p. 38, [url](#)

⁷⁶ HRW, 20/12/2016, [url](#)

⁷⁷ La Libre Afrique, 06/02/2019, [url](#)

⁷⁸ ICG, 21/09/2015, p. 44, [url](#)

⁷⁹ Global Centre for the Responsibility to Protect, 17/01/2017, [url](#)

⁸⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 5, [url](#)

⁸¹ The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, p. 2, [url](#)

⁸² Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p. 6, [url](#)

⁸³ VOA, 31/01/2018, [url](#)

⁸⁴ Le groupe « 50/50 » demande la réhabilitation équitable des églises et des mosquées dans le quartier PK5, ce qui lui vaut son appellation. Voir : La Nouvelle Centrafrique (Faraba R.), 23/01/2017, [url](#)

⁸⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, pp. 11-12, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 23/07/2018, p. 17, [url](#)

4. Typologie de la violence

4.1. Affrontements entre groupes armés

« La crise en RCA est largement alimentée par les combats entre une quinzaine de groupes armés pour le contrôle des routes de transhumance du bétail et des terres riches en diamants, en or et en uranium », selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) dans un communiqué de presse de novembre 2018⁸⁶. Le rapport de l'ONU de juin 2018 souligne « [...] la concurrence féroce [...] » qui oppose ces groupes pour l'attribution des ressources⁸⁷. Médecins sans frontières (MSF) parle quant à lui de luttes de pouvoir entre ces groupes⁸⁸.

A partir de la fin décembre 2017, la localité de Paoua (nord-ouest) est secouée par des violences entre groupes armés concurrents du MNLC et de RJ, provoquant la fuite de plus de 5.000 personnes au Tchad voisin⁸⁹.

Début janvier 2018, dans le nord-ouest, les éléments de RJ dont le chef, Roland Belanga a été tué par des groupes rivaux en novembre 2017, s'en prennent à des ex-Séléka et au groupe 3R. Dans les environs de Paoua, une centaine de personnes sont tuées, les villages incendiés et 35.000 personnes trouvent refuge au centre de la ville. A Markounda, plus de 4.000 personnes se réfugient sur le site de l'église catholique⁹⁰.

En mars 2018, des combats opposent des anti-balaka aux ex-Séléka de l'UPC. Les affrontements débutent lorsque des anti-balaka attaquent le village de Tagbara (centre) contrôlé par l'UPC lequel mène par après des actions en représailles dans le village de Seko et ses environs. RFI rapporte que depuis la disparition en décembre 2017 du général Gaëtan, chef des anti-balaka de la région du centre, les affrontements sont devenus fréquents entre groupes armés dans cette région riche en ressources minières⁹¹.

En juin 2018, des affrontements ont lieu entre des anti-balaka et des groupes d'autodéfense musulmans appelés *moudjahidin* dans le village de Mbrès, dans les environs de Kaga-Bandoro (centre-nord). Si les heurts ont débuté suite à des exactions commises contre des commerçants musulmans et des éleveurs de bétail, l'ONU estime, dans son rapport de juin 2018, que le véritable enjeu est le contrôle des cinq sites d'exploitation d'or de la zone⁹².

A partir de juin 2018, Bria (centre) et ses environs connaissent des violences entre groupes armés rivaux. Le rapport de HRW d'octobre 2018 explique que le FPRC contrôle la majeure partie de la ville. Allié pendant tout un temps aux anti-balaka pour lutter contre l'UPC avec lequel il avait un différend sur l'accès aux ressources locales, le FPRC a, depuis le milieu de l'année 2017, rétabli son alliance avec l'UPC et combat les anti-balaka dans la région⁹³. Début août 2018, le FPRC attaque et brûle onze villages au sud de Bria, dans une région riche en ressources naturelles⁹⁴. Le 6 septembre 2018, des affrontements opposent une milice anti-balaka au FPRC à Bria⁹⁵. Le lendemain, le Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (RJDH), une ONG locale, fait état d'un affrontement armé entre

⁸⁶ UNICEF, 29/11/2018, [url](#)

⁸⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 15, [url](#)

⁸⁸ MSF, 29/06/2018, [url](#)

⁸⁹ ONU Info, 05/01/2018, [url](#)

⁹⁰ French China, 10/01/2018, [url](#)

⁹¹ RFI, 24/03/2018, [url](#)

⁹² Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 18, [url](#)

⁹³ HRW, 12/10/2018, [url](#)

⁹⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 5, [url](#)

⁹⁵ ACAP, 10/09/2018, [url](#)

deux branches rivales du FPRC⁹⁶. Le site d'informations Afric Telegraph rapporte, début octobre 2018, qu'un calme précaire règne en ville après la signature d'un accord de cessez-le-feu entre les milices locales associées aux anti-balaka et au FPRC⁹⁷.

Le 31 octobre 2018, de violents combats ont lieu à Batangafo (nord-ouest) entre des anti-balaka et des factions ex-Séléka du FPRC et du MPC⁹⁸.

En novembre 2018, des affrontements opposent des anti-balaka et l'UPC à Alindao (centre), dans une zone où les nombreuses mines de diamants et d'or attisent les convoitises des groupes armés, selon le journal français L'Express du 16 novembre 2018⁹⁹.

Mi-novembre 2018, des hommes non identifiés s'attaquent au quartier général de « Force », le chef d'autodéfense du PK5 de Bangui¹⁰⁰.

Fin décembre 2018, le FPRC et l'UPC prennent d'assaut Bakouma, ville minière riche en uranium du sud-est du pays qui était aux mains des anti-balaka depuis 2017. Début janvier 2019, des combats y opposent les FACA à des factions de l'ex-Séléka et à des anti-balaka¹⁰¹.

4.2. Violences intercommunautaires

Le Secrétaire général de l'ONU, dans son rapport de juin 2018, observe que la violence intercommunautaire perdure dans tout le pays. Elle est notamment marquée par des assassinats et par l'incendie et la destruction des symboles religieux comme les mosquées et les églises¹⁰². Le rapport du groupe d'experts des Nations unies de décembre 2018 mentionne : « [I]es incitations à la discrimination et à la haine pour des motifs ethniques ou religieux sont étroitement liées aux épisodes de tension et de violence intercommunautaires »¹⁰³.

Le 1^{er} mai 2018 à Bangui, un groupe armé actif au quartier PK5 mène une attaque contre une église catholique, en représailles après la tentative d'arrestation de leur chef, Nimeri Matar alias « Force », par les FSI. Le prêtre ainsi qu'une trentaine de fidèles sont tués et 185 personnes sont blessées¹⁰⁴. Le rapport intermédiaire du groupe d'experts de l'ONU souligne : « [I]a population de Bangui a réagi de manière extrêmement violente aux événements qui se sont déroulés à l'église de Notre-Dame de Fatima, nourrissant un fort sentiment de haine à l'égard des musulmans »¹⁰⁵. Le même jour, une foule en colère suite à l'attaque de l'église incendie une mosquée. Deux hommes sont brûlés vifs dans le quartier de Lakouanga (deuxième arrondissement)¹⁰⁶. Le rapport du groupe d'experts rapporte que : « [p]endant ce temps, plusieurs centaines de personnes révoltées ont fait irruption dans l'hôpital communautaire de Bangui, où la plupart des blessés avaient été transférés. La foule a d'abord lapidé un musulman qui s'occupait d'un patient qui y était hospitalisé, avant de se rendre au service de traumatologie à la recherche des autres musulmans, qui s'étaient enfermés dans une pièce »¹⁰⁷. Un article de France Culture paru après les faits, le 3 mai 2018, souligne : « [...] à Bangui, de nouveau

⁹⁶ RJDH (Jongo J.), 08/09/2018, [url](#)

⁹⁷ Afric Telegraph, 04/10/2018, [url](#)

⁹⁸ ONU Info, 08/11/2018, [url](#)

⁹⁹ L'Express, 16/11/2018, [url](#)

¹⁰⁰ La Croix (Larcher L.), 20/11/2018, [url](#)

¹⁰¹ Jeune Afrique, 06/01/2019, [url](#)

¹⁰² Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 15, [url](#)

¹⁰³ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, p. 38, [url](#)

¹⁰⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 4, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 23/07/2018, p. 15, [url](#)

¹⁰⁵ Nations unies, 23/07/2018, p. 16, [url](#)

¹⁰⁶ Agenzia Fides, 02/05/2018, [url](#)

¹⁰⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 23/07/2018, p. 16, [url](#)

les violences prennent un aspect religieux - chrétiens contre musulmans [...] »¹⁰⁸. Le rapport mondial de HRW de 2019 mentionne, dans le chapitre consacré à la RCA, que les violences à Bangui ont attisé les tensions entre communautés religieuses¹⁰⁹.

Mi-mai 2018, à Bambari (centre), l'assassinat d'un ou de deux membres de la communauté musulmane (les sources ne sont pas unanimes à ce sujet) par des individus armés provoque des représailles de l'UPC. Le bilan est d'une trentaine de morts et d'une vingtaine de blessés tandis que la majorité de la population fuit la localité¹¹⁰. RFI souligne que la ville est « [...] le théâtre d'un nouveau cycle de violences intercommunautaires [...] »¹¹¹.

En juin 2018, des affrontements éclatent à Ndele (nord) entre le FPRC et le MPC, deux factions de l'ex-Séléka. Selon un représentant du FPRC dont le témoignage est repris par VOA, des mésententes entre Arabes et Runga, deux groupes ethniques respectivement associés au MPC et au FPRC, ont dégénéré en affrontements¹¹².

Un article paru le 25 août 2018 sur le site d'informations Corbeau News Centrafrique (CNC) indique qu'un combat est en cours entre des anti-balaka et un groupe de Goula appuyés par des Peul à Bria, après l'arrestation d'un chef anti-balaka local par un groupe de Goula¹¹³.

En novembre 2018, le camp de déplacés de l'évêché d'Alindao (centre) est attaqué par des hommes armés de l'UPC. Entre quarante et cinquante personnes dont deux prêtres sont tués¹¹⁴. Plusieurs titres de presse se basant sur un communiqué de l'ONU rapportent que cette attaque intervient après la mort de musulmans par des anti-balaka. En guise de représailles, l'UPC a pris d'assaut le camp de l'évêché d'Alindao, suspecté d'héberger des anti-balaka¹¹⁵. Des civils musulmans ont prêté main-forte aux combattants de l'UPC, selon un rapport d'AI paru en décembre 2018¹¹⁶.

En janvier 2019, le site d'informations CNC fait état de vives tensions entre milices anti-balaka et éleveurs peul en transhumance dans le village de Ndanga (préfecture de la Lobaye)¹¹⁷.

4.3. Affrontements entre groupes armés et forces nationales et internationales

Les groupes armés qui s'opposent au redéploiement de l'armée dans les zones sous leur contrôle affrontent régulièrement les FACA et les FSI appuyés par la MINUSCA.

Ainsi, à titre d'exemple, en avril 2018, un affrontement oppose les groupes d'autodéfense actifs dans le quartier PK5 de Bangui à la MINUSCA à laquelle se sont associées les forces de défense et de sécurité intérieure. Ces dernières lancent, le 8 avril 2018, une opération dénommée *Sukula*¹¹⁸ contre les groupes criminels opérant dans le quartier PK5. L'échange de tirs fait onze blessés et deux morts dans les rangs des casques bleus. Deux jours plus tard, des groupes lourdement armés attaquent une patrouille de la MINUSCA à proximité de PK5, faisant un mort et huit blessés dans les rangs des soldats de la paix¹¹⁹.

¹⁰⁸ France Culture, 03/05/2018, [url](#)

¹⁰⁹ HRW, 17/01/2019, [url](#)

¹¹⁰ VOA, 18/05/2018, [url](#) ; MSF, 29/06/2018, [url](#)

¹¹¹ RFI, 18/05/2018, [url](#)

¹¹² VOA, 21/06/2018, [url](#)

¹¹³ CNC (Banafio M.), 25/08/2018, [url](#)

¹¹⁴ La Croix (Larcher L.), 16/11/2018, [url](#) ; La Croix (Larcher L.), 20/11/2018, [url](#)

¹¹⁵ France 24, 17/11/2018, [url](#) ; L'Express, 16/11/2018, [url](#)

¹¹⁶ AI, 14/12/2018, [url](#)

¹¹⁷ CNC, 28/01/2019, [url](#)

¹¹⁸ En langue sango, *sukula* signifie nettoyage.

¹¹⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 4, [url](#)

Début janvier 2019, à Bakouma, des combats opposent des milices ex-Séléka et des anti-balaka à l'armée. L'enjeu est le contrôle de cette ville minière du sud-est, à une centaine de kilomètres de Bangassou, selon VOA¹²⁰.

En janvier 2019, Bambari est le théâtre de plusieurs combats entre les FACA et les factions de l'UPC et du FPRC qui se battent pour garder le contrôle de la ville. Le site d'informations militaires Opex360 rapporte que les milices ex-Séléka sont contrariées par le redéploiement des FACA dans cette région où ils tirent profit des ressources naturelles¹²¹. Radio Ndeke Luka parle de violences récurrentes entre l'UPC et les forces de défense et de sécurité à Bambari¹²².

4.4. Violations des droits de l'homme

4.4.1. Par les groupes armés

Parmi les violations les plus fréquentes, les sources onusiennes consultées citent les meurtres, la destruction de biens civils, les traitements cruels et inhumains, les violences sexuelles liées aux conflits, les enlèvements, le recrutement d'enfants, les attaques menées contre des écoles, le refus de l'accès humanitaire, le pillage, l'occupation et l'attaque de centres de santé et de lieux de culte. Les violations ont surtout été commises par des factions de l'ex-Séléka, des milices associées aux anti-balaka et d'autres groupes armés, comme le groupe « Force » dans le quartier PK5 de Bangui¹²³.

« Des groupes armés ont tué des civils, violé et agressé sexuellement des femmes et des filles, attaqué des camps de personnes déplacées, recruté et utilisé des enfants comme soldats, incendié des villages et pris des civils en otage », selon le rapport de HRW de 2019¹²⁴.

Les meurtres de civils à Bria et dans les villages environnants perpétrés depuis juin 2018 et attribués au FPRC ainsi qu'aux anti-balaka doivent être considérés par la CPI comme des crimes de guerre susceptibles de sanctions, selon un document de HRW d'octobre 2018¹²⁵. Le rapport d'experts de l'ONU de décembre 2018 relève que le FPRC et ses alliés sur place sont directement responsables des violations flagrantes des droits de l'homme et du droit international humanitaire. La source explique que depuis mai 2017, plus de 50.000 déplacés vivent dans un camp à Bria (le camp PK3) dans lequel se sont aussi installés des combattants anti-balaka qui harcèlent la population¹²⁶. Les tensions entre anti-balaka et ex-Séléka se sont exacerbées à partir d'août 2018. Elles ont provoqué la mort de 30 civils et le déplacement de plus de 44.000 personnes supplémentaires qui se sont réfugiées au camp PK3¹²⁷.

4.4.2. Par les forces de défense et de sécurité nationales

Le rapport de l'ONU de juin 2018 mentionne des violations commises par les forces de sécurité intérieure consistant essentiellement en détention arbitraire¹²⁸.

¹²⁰ VOA, 05/01/2019, [url](#)

¹²¹ Opex360 (Lagneau L.), 12/01/2019, [url](#)

¹²² Radio Ndeke Luka, 17/01/2019, [url](#)

¹²³ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 11, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 9, [url](#) ; Nations unies, Assemblée générale, 13/08/2018, p. 6, [url](#)

¹²⁴ HRW, 17/01/2019, [url](#)

¹²⁵ HRW, 12/10/2018, [url](#)

¹²⁶ Les combattants anti-balaka utilisent souvent les camps de déplacés comme cachette d'où ils peuvent attaquer les civils et les commerçants musulmans. Cfr. Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p. 5, [url](#)

¹²⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, p. 19, [url](#)

¹²⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 11, [url](#)

Dans son rapport suivant, en octobre 2018, l'ONU mentionne des violations des droits de l'homme commises par les FACA, la plus grave étant une allégation d'usage excessif de la force contre des civils non armés, le 12 août 2018, dans le village de Wapo, non loin de Berberati (sud-ouest). Les autres allégations de violations par les FACA consistent en des vols, vols à main armée, actes de harcèlement, menaces, agressions physiques et extorsions¹²⁹.

4.5. Criminalité

Les groupes armés actifs dans le quartier PK5, dans le troisième arrondissement de Bangui, sont désignés comme étant des « groupes criminels » dans le rapport de l'ONU de février 2019¹³⁰. Ils se livrent au racket et à la taxation illégale des commerçants¹³¹. Dans certains quartiers de la capitale, le manque d'éclairage public est source de braquages et de criminalité, selon un article de Radio Ndeke Luka du 21 février 2019 qui fait état de ce problème dans les quartiers Sica 2 et 3 (deuxième arrondissement)¹³².

A l'intérieur du pays, les chefs des groupes armés « [...] ne prennent aucune mesure concrète pour empêcher ou limiter les actes criminels et les comportements prédateurs de leurs combattants », selon le rapport des experts de l'ONU de décembre 2018¹³³. Dotés d'armes grâce à un trafic transitant par les pays limitrophes de la RCA, ces groupes contrôlent des territoires, exploitent pour leur compte les mines d'or et de diamants, établissent des barrières routières et ont mis au point un système de taxation parallèle, selon le rapport du GRIP de février 2018. La source indique encore que bon nombre de mercenaires provenant de pays voisins ont profité de l'instabilité régionale pour s'implanter en RCA¹³⁴. Le rapport du département d'Etat américain sur les droits de l'homme pour l'année 2018 publié en mars 2019 rapporte que les forces gouvernementales, les groupes armés et criminels ont fréquemment recours à des points de contrôle illégaux pour racketter les civils¹³⁵.

5. Cibles de la violence

5.1. Civils

Le rapport de l'ONU de juin 2018 souligne que les civils restent les premières cibles de la violence des groupes armés¹³⁶.

De décembre 2017 à février 2018, les combats entre le groupe armé Révolution et Justice et le MNLC ont tué des dizaines de civils dans la province de l'Ouham-Pendé, près de la ville de Paoua. Les violences ont causé le déplacement de près de 60.000 personnes autour de Paoua. Le rapport de HRW paru début 2019 et reprenant les événements de 2018 mentionne que la majorité des personnes déplacées sont par après rentrées chez elles tandis que les combattants du MNLC et de RJ sont restés dans la zone et ont continué de menacer les civils¹³⁷.

¹²⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 6, [url](#)

¹³⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p. 6, [url](#)

¹³¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 4, [url](#)

¹³² Radio Ndeke Luka, 21/02/2019, [url](#)

¹³³ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, p. 17, [url](#)

¹³⁴ GRIP (Lobez C.), 27/02/2018, [url](#)

¹³⁵ USDOS, 03/2019, [url](#)

¹³⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 8, [url](#)

¹³⁷ HRW, 17/01/2019, [url](#)

En mars 2018, des dizaines de civils ainsi qu'un prêtre sont tués à Seko, à une soixantaine de kilomètres de Bambari (centre). Les affrontements ont débuté le 21 mars lorsque des anti-balaka ont attaqué le village de Tagbara contrôlé par l'UPC tuant au moins quinze civils, des bergers peul, parmi lesquels il y avait des femmes et des enfants. Les membres de l'UPC ont ensuite mené des actions en représailles dans le village de Seko et ses environs¹³⁸.

Quinze civils pris en otage par la LRA en mars 2018 sont libérés début avril, au cours d'une opération conjointe menée par les FACA et la MINUSCA. La prise d'otages a eu lieu lors d'une attaque menée par le groupe rebelle ougandais à proximité de la localité d'Obo (sud-est, près de la frontière avec le Soudan du Sud)¹³⁹.

Le bilan des violences à Bangui entre début avril et début mai 2018 est de 70 personnes tuées et 330 blessées, majoritairement des civils. Il s'agit du plus grand nombre de victimes dans la capitale depuis 2014, selon le rapport intermédiaire du groupe d'experts de l'ONU de juillet 2018¹⁴⁰.

Entre la mi-mai et la mi-juin 2018, des violences opposent l'UPC et des anti-balaka à Bambari. Le chef de mission de MSF déclare à cette occasion : « [I]es premiers à souffrir de tels conflits sont les populations civiles, abandonnées à leur sort »¹⁴¹. Un bilan de la Croix-Rouge centrafricaine (CRCA) fait état de 32 morts et d'une vingtaine de blessés, d'un déplacement important de population, de maisons incendiées, de commerces et de locaux d'ONG pillés¹⁴².

La MINUSCA a vivement condamné la mort de civils innocents, après les affrontements ayant opposé des groupes armés au sud de Bria (centre) et à Ndélé (nord) en juin 2018¹⁴³.

Le document de HRW d'octobre 2018 fait état de violences à l'encontre de civils à Bria depuis juin 2018, dans le contexte de combats entre le FPRC allié à l'UPC et les anti-balaka pour le contrôle des ressources naturelles de la région¹⁴⁴. La source rapporte que les anti-balaka et la milice ex-Séléka du FPRC se sont rendus coupables d'exécutions de civils. Ceux-ci sont pris pour cibles parce qu'accusés d'appartenir ou de soutenir l'un ou l'autre groupe. HRW parle de 24 civils tués par le FPRC et huit tués par les anti-balaka depuis fin juin 2018, le nombre total de victimes civiles étant probablement plus élevé¹⁴⁵.

En juin 2018, les habitants du village de Mbrès (centre) sont pris au piège au cours de violences entre anti-balaka et groupes d'autodéfense musulmans locaux, selon le rapport final du groupe d'experts de l'ONU. En moins d'un mois, dix-huit civils ont été tués, 1.500 à 2.000 maisons incendiées et 7.000 personnes ont pris la fuite¹⁴⁶.

Les 10.000 déplacés vivant sur le site d'Ippy (centre) sont privés de liberté de mouvement depuis plusieurs mois en raison de la présence de groupes armés autour du camp, les empêchant de mener des activités agricoles de subsistance, selon une étude parue en août 2018 sur la situation des droits de l'homme en RCA réalisée par l'experte indépendante de l'ONU Marie-Thérèse Keita Bocoum (le document couvre la période de juillet 2017 à juin 2018)¹⁴⁷.

Le rapport de HRW d'octobre 2018 souligne la vulnérabilité accrue des habitants des localités de Kaga-Bandoro, Moyenne Sido et Batangafo après l'installation de trois factions de l'ex-Séléka avec un effectif

¹³⁸ Vatican News, 24/03/2018, [url](#) ; HRW, 12/10/2018, [url](#)

¹³⁹ French China, 04/04/2018, [url](#)

¹⁴⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 23/07/2018, p. 2, [url](#)

¹⁴¹ MSF, 29/06/2018, [url](#)

¹⁴² VOA (Sipila F.), 18/05/2018, [url](#)

¹⁴³ Al Wihda Info, 24/06/2018, [url](#)

¹⁴⁴ HRW, 12/10/2018, [url](#)

¹⁴⁵ HRW, 12/10/2018, [url](#)

¹⁴⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, p. 18, [url](#)

¹⁴⁷ Nations unies, Assemblée générale, 13/08/2018, p. 13, [url](#)

important de soldats entre juillet et septembre 2018. Les experts de l'ONU relèvent que la présence des groupes armés dans la région a coïncidé avec une augmentation des exactions commises contre la population locale¹⁴⁸.

En septembre 2018, les corps sans vie d'une dizaine de personnes vivant dans un camp de déplacés en périphérie de Bria, sont retrouvés. Un communiqué gouvernemental rapporté par l'agence centrafricaine de presse (ACAP) déplore « [ce]s actes malheureux perpétrés contre les populations innocentes [...] »¹⁴⁹. Concernant ces mêmes faits, VOA parle d'au moins douze victimes, dont dix femmes. Selon des sources locales rapportées par VOA, ces personnes auraient été tuées par des ex-Séléka en guise de représailles suite à une attaque des anti-balaka contre un convoi de l'ex-Séléka aux abords de Bria¹⁵⁰.

Les affrontements entre groupes armés à Batangafo (nord-ouest) fin octobre 2018 ont provoqué la fuite de 30.000 personnes qui se sont réfugiées notamment dans l'enceinte d'un l'hôpital géré par MSF. Trois camps de déplacés internes, des maisons et le marché ont été incendiés et pillés¹⁵¹. L'ONU dénonce « [...] un drame humanitaire inacceptable [...] »¹⁵².

Dans un rapport paru le 14 décembre 2018, Amnesty International (AI) revient sur les événements d'Alindao de la mi-novembre 2018 (voir point 4.2.). Selon AI, les casques bleus ont failli à leur mission en se retranchant dans leur base au lieu de porter secours aux 18.000 déplacés du site de l'évêché. La MINUSCA affirme de son côté qu'il lui était impossible de contenir la violence, au vu du nombre restreint de ses casques bleus présents lors de l'attaque qui a fait plus d'une centaine de victimes¹⁵³.

Lorsqu'ils ont pris la ville minière de Bakouma (sud-est) en décembre 2018, les groupes armés ont pratiqué la technique de la terre brûlée, rendant difficile un retour des 10.000 personnes déplacées¹⁵⁴. Début janvier 2019, une mission onusienne qui s'est rendue sur place dresse le bilan suivant :

« [...] la localité - qui comptait quelque 12000 habitants - est aujourd'hui livrée aux miliciens du FPRC, qui ont déjà pillé plus de 90% des maisons. Il ne reste plus à Bakouma que des personnes âgées ou handicapées. Certains ont trouvé refuge dans des villages alentour, d'autres ont mis quatre à cinq jours pour rallier à pied la ville de Bangassou, quelque 130 km plus loin. Mais le gros de la population a fui dans la brousse aux alentours du village »¹⁵⁵.

Le 20 janvier 2019, treize personnes du village de Zaoro Sangou (ouest) sont tués par des Peul armés du groupe 3R, selon une source onusienne rapportée par Jeune Afrique¹⁵⁶.

Fin janvier 2019, un élément de l'UPC ouvre le feu sur des civils réunis à l'occasion d'une cérémonie funéraire dans un quartier de la localité d'Ippy. Le bilan est de dix morts et de dix-sept blessés dont treize dans un état grave¹⁵⁷.

5.2. Chrétiens et musulmans

Le rapport de l'Enough Project estime qu'« [e]n 2018, en plus des attaques répétées sur les musulmans, les chrétiens sont également devenus des cibles ». La source dresse un tableau récapitulatif des principales communautés visées (voir le tableau ci-dessous). En 2018, chrétiens et

¹⁴⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, p. 18, [url](#)

¹⁴⁹ ACAP, 10/09/2018, [url](#)

¹⁵⁰ VOA, 07/09/2018, [url](#)

¹⁵¹ CNC (Nzilo A.), 01/11/2018, [url](#)

¹⁵² ONU Info, 08/11/2018, [url](#)

¹⁵³ AI, 14/12/2018, [url](#)

¹⁵⁴ ADV, 16/01/2019, [url](#)

¹⁵⁵ RFI, 08/01/2019, [url](#)

¹⁵⁶ Jeune Afrique, 22/01/2019, [url](#)

¹⁵⁷ Africanews, 30/01/2019, [url](#) ; Jeune Afrique, 26/01/2019, [url](#)

musulmans sont mentionnés comme étant les principales cibles, les factions ex-Séléka étant responsables des violences contre les chrétiens tandis que les anti-balaka ciblent les musulmans¹⁵⁸.

Christian Solidarity Worldwide (CSW), une ONG de défense des droits de l'homme britannique spécialisée dans la liberté de religion fait état, dans un document de septembre 2018 sur la liberté religieuse en RCA, d'attaques contre des responsables religieux qui œuvrent pour la paix et la réconciliation entre musulmans et chrétiens¹⁵⁹.

ANNEXE : Les violences sectaires, une arme de guerre
Principales communautés ciblées entre 2005 et 2018

Période	Principales communautés ciblées :	Communautés perçues comme affiliées à :	Groupes responsables des violences sectaires :
2005-2012	Rounga Goula Sara-Kaba	Convention des patriotes pour la justice et la paix (CPJP) Union des forces démocratiques pour le rassemblement (UFDR) Armée populaire pour la restauration de la démocratie (APRD - Ange-Félix Patassé)	➔ Clan présidentiel (François Bozizé d'ethnie gbaya)
2013	Gbaya	Le clan présidentiel (François Bozizé)	➔ Coalition Séléka (Fusion : UFDR, CPJP fondamental, CPSK)
2014	Communautés de confession musulmane (tous groupes ethniques confondus)	Coalition Séléka (UFDR, CPSK, CPJP fondamental)	➔ Mouvement anti-Balaka
2015-2016	Communautés musulmanes Communautés non-musulmanes	Factions ex-Séléka (FPRC, UPC, MPC, RPRC) Groupes anti-Balaka	➔ Groupes anti-Balaka Factions ex-Séléka
2016-2017	Communautés peuls-foulani	UPC 3R	➔ FPRC/CNDS, RPRC, MPC, anti-Balaka pro-Bozizé RJ
2018	Chrétiens Musulmans	Groupes anti-Balaka Factions ex-Séléka	➔ Factions ex-Séléka anti-Balaka

18 The Enough Project • enoughproject.org
Splintered Warfare II

Principales communautés ciblées entre 2005 et 2018¹⁶⁰

Le 4 janvier 2018, le père Alain-Blaise Bissialo est tué à Bangassou. Ce prêtre était le coordinateur de la commission justice et paix de son diocèse, selon le journal La Croix¹⁶¹.

¹⁵⁸ The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, pp. 5, 18, [url](#)

¹⁵⁹ CSW, 09/2018, [url](#)

¹⁶⁰ The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, p. 18, [url](#)

¹⁶¹ La Croix (Sarr L.), 26/03/2018, [url](#)

Le 21 mars 2018, des anti-balaka exécutent des civils musulmans et brûlent des maisons dans la localité de Tagbara¹⁶². Le même jour, le curé de la paroisse Saint Charles Lwanga à Séko, localité située à une soixantaine de kilomètres de Bambari (centre) est tué lors de l'attaque du village par un groupe armé¹⁶³.

Le 1^{er} mai 2018, l'église de la paroisse Notre-Dame de Fatima à Bangui est la cible d'une attaque menée par un groupe armé alors qu'une messe y est célébrée. Seize personnes dont un prêtre sont tuées. L'agence Fides rapporte qu'une foule en colère a ensuite emmené la dépouille du prêtre en direction du siège de la présidence. En chemin, dans le quartier de Lakouanga, une mosquée a été détruite et deux hommes ont été brûlés vifs¹⁶⁴.

Le 29 juin 2018, le vicaire général du diocèse de Bambari est tué par des hommes armés non identifiés. Trois combattants de l'UPC ont été arrêtés, selon les propos du procureur général de la cour d'appel de Bambari rapportés par Radio Ndeke Luka¹⁶⁵.

Mi-novembre 2018 à Alindao, deux prêtres sont tués lors de l'attaque du camp de déplacés de l'évêché¹⁶⁶.

5.3. MINUSCA

Durant l'année 2018, la mission onusienne a régulièrement été prise pour cible par les groupes armés. Selon un bilan des Nations unies publié début février 2019, sept soldats de la MINUSCA ont trouvé la mort en RCA en 2018. Il s'agit de la troisième mission onusienne la plus meurtrière après celles basées au Mali et en RDC¹⁶⁷.

En avril 2018, une attaque vise la base de la MINUSCA à Bangui, non loin de la résidence présidentielle¹⁶⁸. Le même mois, un casque bleu est tué et onze autres blessés après que des milices anti-balaka ont pris pour cible un camp de la MINUSCA à Tagbara, près de Bambari¹⁶⁹.

En mai 2018, un casque bleu est tué et huit autres blessés dans l'attaque d'un convoi de l'ONU par des anti-balaka près d'Alindao (centre)¹⁷⁰.

En juin 2018, des hommes armés de la milice Siriri attaquent une patrouille de l'ONU dans le village de Dilapoko (préfecture de Mambéré-Kadeï). Un casque bleu est tué et sept autres blessés¹⁷¹. A une cinquantaine de kilomètres de Kaga-Bandoro, des anti-balaka ouvrent le feu sur un convoi de la MINUSCA, blessant un casque bleu¹⁷².

En novembre 2018, un casque bleu est tué lors d'un accrochage entre la MINUSCA et des hommes du mouvement Siriri à Berberati (préfecture de Mambéré Kadeï)¹⁷³.

¹⁶² Nations unies, Assemblée générale, 13/08/2018, p. 22, [url](#)

¹⁶³ La Croix (Sarr L.), 26/03/2018, [url](#)

¹⁶⁴ Agenzia Fides, 02/05/2018, [url](#)

¹⁶⁵ Radio Ndeke Luka, 01/07/2018, [url](#)

¹⁶⁶ La Croix (Larcher L.), 20/11/2018, [url](#)

¹⁶⁷ Nations unies, 01/02/2019, [url](#)

¹⁶⁸ VOA, 09/04/2018, [url](#)

¹⁶⁹ Sputniknews, 04/04/2018, [url](#)

¹⁷⁰ VOA, 17/05/2018, [url](#)

¹⁷¹ Europe 1, 05/06/2018, [url](#)

¹⁷² Al Wihda Info, 24/06/2018, [url](#)

¹⁷³ La Croix (Larcher L.), 20/11/2018, [url](#)

5.4. Travailleurs humanitaires

Le rapport de l'ONU de juin 2018 souligne que le nombre d'actes de violence contre les acteurs humanitaires a continué d'augmenter, faisant de la RCA « [...] l'un des contextes d'intervention les plus mortels au monde »¹⁷⁴.

L'ONU indique que depuis le début de l'année 2018, sept travailleurs humanitaires ont été tués et dix-huit autres blessés par des actes hostiles tandis que 294 incidents de sécurité visant des agents ou des organisations humanitaires ont été signalés¹⁷⁵. L'UNICEF relève de son côté que le nombre d'attaques contre les travailleurs humanitaires a plus que quadruplé, passant de 67 incidents au cours de l'année 2017 à 294 durant les huit premiers mois de 2018¹⁷⁶. Les employés des ONG recrutés localement constituent une cible pour les éléments armés en raison du salaire supérieur à la moyenne nationale qu'ils perçoivent, selon le rapport des experts de l'ONU de décembre 2018¹⁷⁷.

En février 2018, un employé de l'UNICEF et cinq coopérants dans le domaine éducatif sont tués lors d'une attaque dans le nord-est du pays, dans une zone proche de la frontière tchadienne¹⁷⁸.

En mars 2018 à Bangassou, des combattants armés empêchent à plusieurs reprises l'accès humanitaire à la mission catholique et dévalisent des travailleurs humanitaires¹⁷⁹. Six travailleurs humanitaires sont tués à Markounda (nord-ouest)¹⁸⁰.

Durant le mois de mai 2018 à Bambari, les locaux de neuf ONG humanitaires sont pillés ainsi que les bureaux de la Commission nationale des réfugiés (CNR)¹⁸¹.

6. Répartition géographique

Dans son rapport d'octobre 2018, l'ONU souligne que depuis 2014, les conditions de sécurité en dehors de la capitale sont marquées par une instabilité permanente. Les groupes armés opèrent dans la plus grande partie du pays et y ont renforcé leurs positions sans grande opposition¹⁸². Le rapport suivant, en février 2019, indique que malgré leur engagement déclaré en faveur du processus de paix, les groupes armés continuent de contrôler de vastes parties du territoire sur lesquelles ils ont établi des administrations parallèles¹⁸³.

Les sources consultées estiment que les groupes armés occupent entre 70 et 80 % du territoire. Ils contrôlent les sites miniers, les axes routiers et les corridors de transhumance. Ils se substituent aux autorités, prélevant des impôts auprès des populations locales et fournissant des services de sécurité. Ces groupes sont souvent en opposition pour des raisons communautaires et des conflits d'intérêt économique, selon le rapport du GRIP. Les alliances qu'ils concluent entre eux à certaines occasions sont qualifiées d'« opportunistes et éphémères » par la chercheuse Nathalia Dukhan¹⁸⁴.

¹⁷⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, pp. 8, 15, [url](#)

¹⁷⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 7, [url](#)

¹⁷⁶ UNICEF, 29/11/2018, [url](#)

¹⁷⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, p. 17, [url](#)

¹⁷⁸ Europe 1, 28/02/2018, [url](#)

¹⁷⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 6, [url](#)

¹⁸⁰ Ouest France, 01/03/2018, [url](#)

¹⁸¹ VOA, 31/05/2018, [url](#)

¹⁸² Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 4, [url](#)

¹⁸³ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, pp. 4-5, [url](#)

¹⁸⁴ RFI, 05/02/2019, [url](#) ; ADIAC, 05/02/2019, [url](#) ; France24, 05/02/2019, [url](#) ; GRIP (Lobez C.), 27/02/2018, [url](#) ; ICG, 28/01/2019, [url](#) ; The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, p. 6, [url](#) ; USDOS, 03/2019, [url](#)

6.1. Bangui

Le rapport de HRW de 2019 indique que le gouvernement du président Touadéra contrôle Bangui ainsi que ses environs à l'ouest, les groupes armés administrant le reste du pays, soit environ 70 % du territoire¹⁸⁵.

Les rapports trimestriels de l'ONU évaluent les conditions de sécurité en RCA et notamment dans la capitale. A partir du mois d'avril 2018, celles-ci sont marquées par un regain de violence dû aux activités des bandes criminelles ainsi qu'à des tensions intercommunautaires (rapport de juin 2018)¹⁸⁶. Durant la période suivante, le nombre d'atteintes à la sécurité a diminué (rapport d'octobre 2018)¹⁸⁷. Entre octobre 2018 et février 2019, le nombre de problèmes de sécurité est resté stable. Seuls des « [...] problèmes de sécurité isolés [...] » dans le quartier PK5 sont à relever. Ainsi, Mohammed Appo, le chef d'un groupe criminel qui tentait de faire respecter une journée ville morte, a été tué en novembre 2018 suite à une altercation avec un commerçant musulman à ce sujet (rapport de février 2019)¹⁸⁸.

Après l'opération menée en avril 2018 par la MINUSCA et les forces de défense et de sécurité intérieure dans le quartier PK5 pour déloger les groupes d'autodéfense, plusieurs factions de l'ex-Séléka regroupées à Kaga-Bandoro ont menacé de marcher sur Bangui¹⁸⁹. Le groupe d'experts des Nations unies estime toutefois que la probabilité qu'un groupe armé parvienne à lancer un assaut sur la capitale est minime, en raison de la présence des forces internationales¹⁹⁰.

Le centre autrichien de recherche et de documentation sur les pays d'origine et les demandeurs d'asile (Austrian Centre for Country of Origin & Asylum Research and Documentation, ACCORD) a compilé, dans un rapport paru en décembre 2018, les informations récoltées par Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED)¹⁹¹ relatives à la RCA. Le tableau ci-dessous reprend les incidents par province et indique qu'à Bangui, cinq incidents se sont produits durant le troisième trimestre de 2018 dont un incident qui a fait une victime¹⁹².

¹⁸⁵ HRW, 17/01/2019, [url](#)

¹⁸⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 4, [url](#)

¹⁸⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 4, [url](#)

¹⁸⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p. 6, [url](#)

¹⁸⁹ VOA, 21/06/2018, [url](#) ; Justiceinfo (Rugiriza E.), 18/04/2018, [url](#)

¹⁹⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 14/12/2018, p. 11, [url](#)

¹⁹¹ ACLED is designed for disaggregated conflict analysis and crisis mapping. This dataset codes the locations, dates and types of all reported conflict and protest events in over 50 countries in the developing world. Voir : ACLED, s.d., [url](#)

¹⁹² ACCORD, 20/12/2018, [url](#)

Province	Number of incidents	Number of incidents with fatalities	Number of fatalities
Bangui	5	1	1
Basse-Kotto	7	4	11
Haut-Mbomou	9	6	6
Haute-Kotto	43	13	41
Kémo	2	1	3
Lobaye	1	1	1
Mambéré-Kadéï	4	0	0
Mbomou	4	2	18
Nana-Grébizi	9	1	2
Nana-Mambéré	2	1	1
Ombella-M'Poko	4	1	6
Ouaka	17	4	32
Ouham	8	4	4
Ouham-Pendé	7	0	0

 Incidents sécuritaires par préfecture¹⁹³

6.2. Centre

Les sources consultées mentionnent que, dans le centre du pays, les groupes armés s'affrontent pour le contrôle des ressources naturelles et des axes commerciaux. A Bambari et Alindao, l'UPC s'oppose à des milices anti-balaka¹⁹⁴. Dans la région de Bria, le FPRC et l'UPC se sont associés pour combattre les anti-balaka¹⁹⁵. Début 2019, Bria est toujours sous le contrôle du FPRC¹⁹⁶.

Le rapport de l'ONU de février 2019 relève que, durant la période couverte (octobre 2018-février 2019), les affrontements les plus graves se sont produits dans le centre ainsi que dans l'est du pays. L'UPC et les anti-balaka ont continué de s'affronter le long des axes Alindao-Bambari et Ippy-Bambari¹⁹⁷.

La ville de Bambari qui avait été déclarée « ville sans armes » en mars 2017 après le retrait d'Ali Darassa, le chef militaire de l'UPC et le désarmement des milices par les FACA et la MINUSCA, renoue avec la violence à partir du mois de mai 2018 (voir le point 4.2.)¹⁹⁸. Un article de Radio Ndeke Luka du 13 novembre 2018 mentionne que la situation sécuritaire y est préoccupante, une partie de la ville restant sous le contrôle des hommes de l'UPC¹⁹⁹. Le rapport de l'ONU de février 2019 souligne les « agissements déstabilisateurs » de l'UPC à Bambari, notamment l'installation de barricades pour

¹⁹³ ACCORD, 20/12/2018, [url](#)

¹⁹⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 6, [url](#) ; Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 4, [url](#)

¹⁹⁵ HRW, 12/10/2018, [url](#)

¹⁹⁶ Radio Ndeke Luka, 14/01/2019, [url](#)

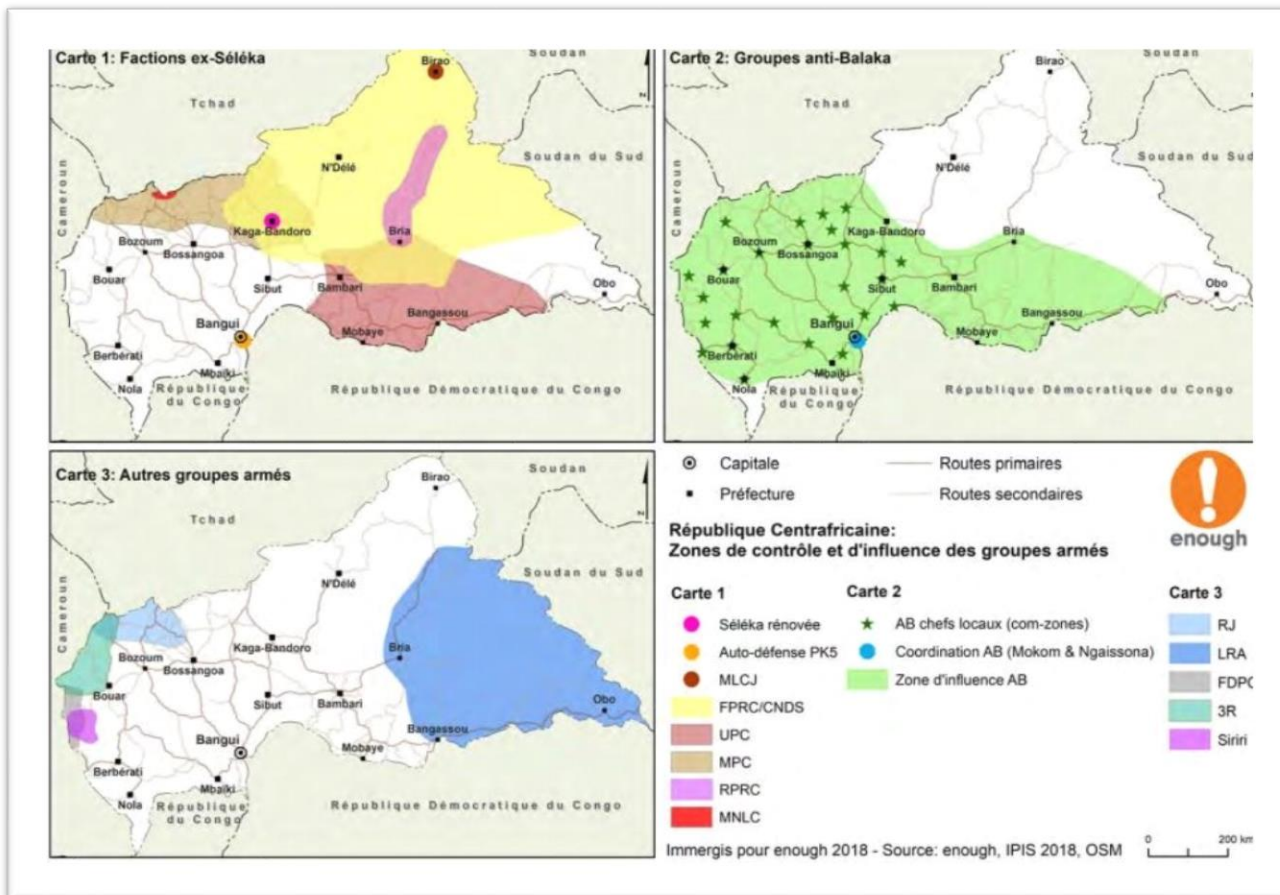
¹⁹⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p. 5, [url](#)

¹⁹⁸ RFI, 18/05/2018, [url](#) ; RFI, 17/03/2017, [url](#) ; RJDH via Journal de Bangui, 12/06/2017, [url](#)

¹⁹⁹ Radio Ndeke Luka, 13/11/2018, [url](#)

freiner les déplacements de la MINUSCA ainsi que des menaces d'attaques de postes de police et de gendarmerie nouvellement installés²⁰⁰.

Dans la préfecture de la Ouaka, les violences intercommunautaires entre agriculteurs et éleveurs et les groupes armés qui leur sont associés ont continué en 2018, selon le rapport de l'ONU d'octobre 2018²⁰¹.



Zones d'influence et de contrôle des groupes armés en République centrafricaine – octobre 2018²⁰²

6.3. Est

Le rapport de l'ONU de février 2019 relève que, durant la période couverte (octobre 2018-février 2019), les affrontements les plus graves entre l'UPC et les anti-balaka se sont produits dans l'est ainsi que dans le centre du pays²⁰³.

La LRA a poursuivi ses attaques, principalement dans les préfectures de la Haute-Kotto et du Mbomou. Le rapport de l'ONU de juin 2018 mentionne, entre février et juin 2018, douze attaques qui se sont soldées par 38 enlèvements²⁰⁴.

²⁰⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p.5, [url](#)

²⁰¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 5, [url](#)

²⁰² The Enough Project (Dukhan N.), 06/11/2018, p. 4, [url](#)

²⁰³ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p. 5, [url](#)

²⁰⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 6, [url](#)

Un article de Radio Ndeke Luka du 22 février 2019 rapporte le rapt et l’assassinat par des individus armés non identifiés d’au moins quatorze personnes, des civils parmi lesquels un groupe de cinq commerçants venant du Soudan du Sud, en l’espace de deux semaines à Obo (Haut-Mbomou). La source précise que la localité, située dans la zone frontalière avec le Soudan du Sud, est confrontée depuis plusieurs années à des attaques de la LRA. La situation sécuritaire s’est dégradée dans la région, malgré la présence des FACA et d’un contingent de la MINUSCA²⁰⁵.



6.4. Sud-est

La situation dans la région est marquée par des affrontements entre l’UPC et des milices anti-balaka ainsi que par les activités criminelles de certains groupes, selon le rapport de l’ONU de juin 2018. Les anti-balaka s’en prennent notamment aux convois de la MINUSCA sur l’axe Alindao-Bangassou, principale voie d’approvisionnement du sud-est²⁰⁷. Le rapport de l’ONU suivant (octobre 2018) indique que les affrontements entre groupes armés se sont poursuivis dans le sud-est²⁰⁸.

²⁰⁵ Radio Ndeke Luka, 22/02/2019, [url](#)

²⁰⁶ Comersis, s.d., [url](#)

²⁰⁷ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 6, [url](#)

²⁰⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 4, [url](#)

Début janvier 2019, le FPRC prend le contrôle de la ville de Bakouma (préfecture de Mbomou). Le chef d'état-major du FPRC, Abdoulaye Hissène, a donné aux autorités administratives et locales un ultimatum de quatre jours pour quitter la ville, d'après un article de Radio Ndeke Luka du 4 janvier 2019²⁰⁹.

6.5. Nord

Les sources consultées mentionnent que le nord du pays est contrôlé par les factions de l'ex-Séléka. Le FPRC de Noureddine Adam et Abdoulaye Hissène est basé à Birao et Ndele. L'influence du groupe s'étend jusqu'au centre (de Kaga-Bandoro à Bria). Allié du FPRC et de l'UPC, le MPC dirigé par le Tchadien Mahamat al-Khatim est installé à Kabo et le long de la frontière tchadienne. Les groupes armés sont attirés par les richesses minières et par les revenus provenant de différentes taxes et droits de passage sur le bétail lors des grandes transhumances durant la saison sèche²¹⁰. Courrier international, dans un article de début mai 2018, écrit que ces différentes formes d'imposition contribuent « [...] à l'entretien d'un mini-Etat rebelle »²¹¹.

6.6. Ouest et nord-ouest

L'article de La Libre Afrique de février 2019 indique que de nombreux petits groupes armés sont installés dans l'ouest et le nord-ouest du pays, le long des couloirs de transhumance du bétail, aux frontières du Cameroun et du Tchad. La source cite notamment le groupe 3R apparu en 2016 dans la préfecture de Nana-Mambéré. D'autres groupes comme RJ, le MNLC et le FDPC sont aussi présents dans cette région, riche en or et en diamants²¹².

La préfecture de l'Ouham-Pendé a connu en 2018 une amélioration de la situation sécuritaire en raison notamment de la diminution des affrontements entre groupes armés²¹³. L'ONU indique, dans son rapport d'octobre 2018, que les opérations de la MINUSCA et le déploiement d'une compagnie de FACA ont permis de repousser le MNLC en dehors de la préfecture²¹⁴.

Dans la préfecture de l'Ouham, la situation sécuritaire durant le premier trimestre 2018 est marquée par des affrontements entre Révolution et justice et le MPC pour le contrôle des couloirs de transit et de transhumance autour de la commune de Markounda²¹⁵. En août 2018, trois groupes de l'ex-Séléka (UPC, FPRC, MPC) s'associent pour sécuriser les routes de migration du bétail et lutter contre le banditisme dans la zone sous leur contrôle²¹⁶.

²⁰⁹ Radio Ndeke Luka, 04/01/2019, [url](#)

²¹⁰ La Libre Afrique, 06/02/2019, [url](#) ; France Culture, 03/05/2018, [url](#) ; Courrier international, 02/05/2018, [url](#)

²¹¹ Courrier international, 02/05/2018, [url](#) ; La Libre Afrique, 06/02/2019, [url](#)

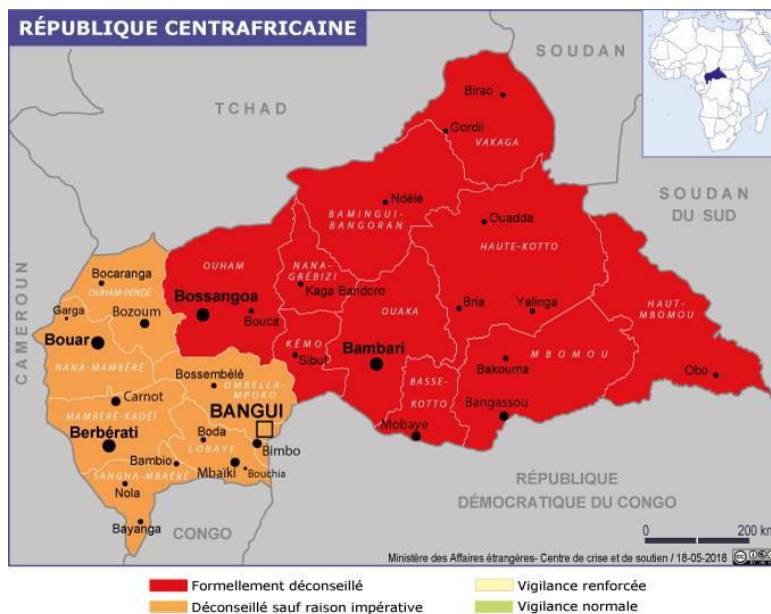
²¹² La Libre Afrique, 06/02/2019, [url](#)

²¹³ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 5, [url](#)

²¹⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 5, [url](#)

²¹⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 5, [url](#)

²¹⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 5, [url](#) ; Centrafrique le défi, 10/08/2018, [url](#)



Carte de la RCA mentionnant les zones à risque (France diplomatie)²¹⁷

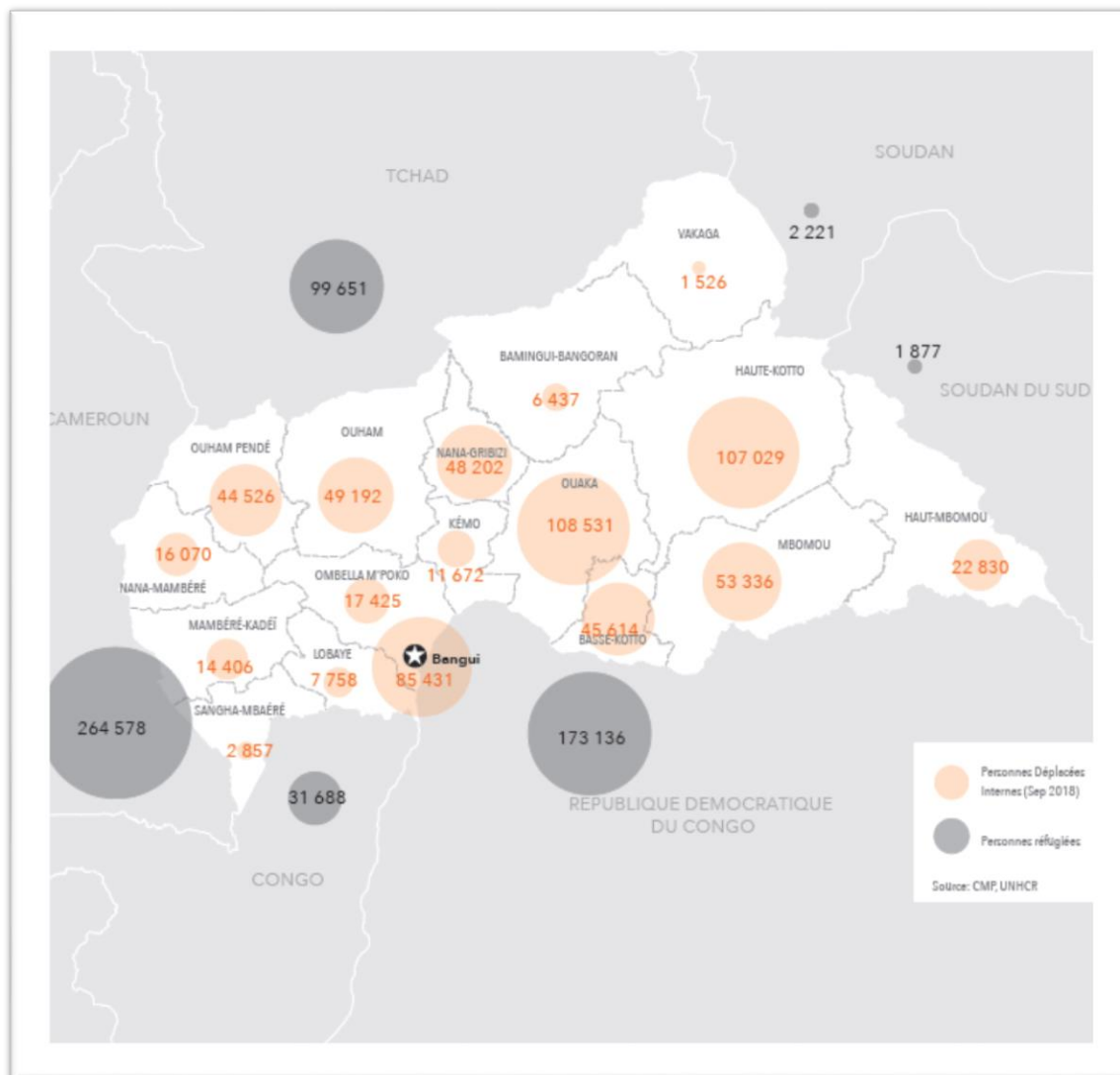
7. Déplacements de population

Dans son rapport de février 2019, l'ONU mentionne que « [I]es déplacements ont atteint des niveaux record ». Au 15 janvier 2019, il y avait plus de 648.000 personnes déplacées dans le pays et plus de 575.000 réfugiés centrafricains enregistrés dans les pays voisins²¹⁸. A la même époque en 2018, les chiffres étaient de 688.000 déplacés et 545.000 réfugiés²¹⁹.

²¹⁷ France diplomatie, s.d., [url](#)

²¹⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p. 7, [url](#)

²¹⁹ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2018, p. 6, [url](#)



Personnes déplacées internes et personnes réfugiées – situation en septembre 2018²²⁰

8. Impact de la violence sur la vie quotidienne

8.1. Aide humanitaire d'urgence

Durant la période d'octobre 2018 à février 2019, l'ONU évalue que le nombre de personnes ayant besoin d'une aide humanitaire est passé de 2,5 millions à 2,9 millions (sur une population totale de 4,6 millions²²¹) soit une augmentation de 16 % en un an²²².

²²⁰ OCHA, 12/2018, [url](#)

²²¹ HRW, 17/01/2019, [url](#)

²²² Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p. 7, [url](#)

Les affrontements entre groupes armés et les attaques visant des civils ont accru les besoins humanitaires. Plusieurs régions sont dans une situation de « crise aiguë » selon le rapport de l'ONU de juin 2018. Le rapport suivant, en octobre 2018, indique que « [l]e pays demeure à la limite d'une crise humanitaire », plus de la moitié de la population ayant besoin en permanence d'une aide. Dans le même temps, au 1^{er} octobre 2018, 36 % seulement de l'aide humanitaire promise au titre de l'année 2018 avait été financée²²³.

8.2. Présence d'organisations humanitaires

En raison de l'insécurité, les travailleurs humanitaires ont été contraints de se retirer de certaines zones (Kabo et Markounda). Ailleurs, les organismes d'aide qui avaient réduit leur présence en 2017 en raison de l'insécurité ou parce qu'ils avaient été victimes d'attaques n'ont pas pu reprendre normalement leurs activités (Bangassou, Batangafo, Kaga-Bandoro, Rafai et Zemioi). L'insécurité persistante à laquelle il faut ajouter le manque de financement de l'aide humanitaire fait que certaines régions ne bénéficient d'aucune présence humanitaire ou ne reçoivent qu'une aide insuffisante. Le travail des humanitaires se limite souvent à une surveillance et à un appui à distance²²⁴. L'ONU estime, en février 2019, que près de 20 % des organisations humanitaires ont suspendu leurs activités en RCA²²⁵.

8.3. Accès aux services et infrastructures de base

Le rapport de l'ONU d'octobre 2018 indique que « [...] l'Etat demeure largement incapable de fournir des services et infrastructures de base à la population à l'extérieur de Bangui, par manque de moyens et de capacités, et du fait de contraintes logistiques »²²⁶. Le rapport d'août 2018 de l'experte indépendante sur la situation des droits de l'homme rapporte que les hôpitaux à l'intérieur du pays sont régulièrement visés par les attaques des groupes armés. La source souligne que « [...] cette situation ne fait qu'aggraver l'état déjà désastreux des structures de santé, à 70 % endommagées ou non fonctionnelles, et l'insuffisance de personnel médical centrafricain »²²⁷.

Un rapport sur la crise centrafricaine rédigé par l'ONG Action contre la Faim en juin 2018 observe un « non-respect croissant de la neutralité des structures sanitaires ». La source explique que les groupes armés attaquent les structures de santé pour empêcher l'accès aux soins des personnes soupçonnées d'appartenir à un groupe opposé²²⁸.

Lorsque les groupes armés brûlent les camps de déplacés internes, comme ce fut le cas lors des violences à Batangafo et Alindao en octobre et novembre 2018, cela signifie la destruction des investissements en termes d'abris, d'accès à l'eau, d'hygiène, de centres d'éducation d'urgence, selon les propos de Najat Rochdi, la responsable du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA) en RCA, rapportés par le média allemand Deutsche Welle (DW)²²⁹.

Un document d'Action contre la Faim de septembre 2018 constate un retour à la normale dans la capitale grâce au développement des services de base (santé, eau, éducation)²³⁰. Le rapport de l'ONU

²²³ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, pp. 6-7, [url](#)

²²⁴ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 8, [url](#)

²²⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p. 7, [url](#)

²²⁶ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 7, [url](#)

²²⁷ Nations unies, Assemblée générale, 13/08/2018, p. 12, [url](#)

²²⁸ Action contre la Faim, 06/2018, p. 17, [url](#)

²²⁹ DW, 28/11/2018, [url](#)

²³⁰ Action contre la Faim, 14/09/2018, [url](#)

de juin 2018 mentionne qu'à Bangui, suite aux violences d'avril-mai 2018, des centaines d'habitations ont été vandalisées, réduisant l'accès à l'eau potable²³¹.

8.4. Accès aux services publics (administrations, banques, écoles)

Le Conseil de sécurité de l'ONU relève, dans son rapport de juin 2018, la faiblesse des institutions publiques en dehors de la capitale²³². Le rapport mentionne que 50 % du nombre total de fonctionnaires déployés avant la crise de 2013 ont été réinstallés dans leurs fonctions. La MINUSCA a collaboré avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) afin de réaménager et équiper les bureaux des autorités locales et des magistrats déployés dans le pays. Toutefois, la réinstallation sur le long terme des fonctionnaires connaît des difficultés en raison des risques de sécurité, des mauvaises conditions de travail et de vie en dehors de Bangui²³³. Le rapport d'août 2018 de l'experte indépendante sur la situation des droits de l'homme note que les préfets et sous-préfets des seize préfectures que compte la RCA ont été redéployés mais que le manque de moyens logistiques et l'insécurité entravent leur capacité à travailler²³⁴.

L'absence de banques en dehors de la capitale pose problème pour le versement des traitements et constitue un obstacle au redéploiement de l'administration locale, selon le rapport de l'ONU de février 2019²³⁵.

Les violences entre groupes armés qui touchent la quasi-totalité des préfectures ont des conséquences au niveau du système éducatif. Une étude menée par les autorités centrafricaines et l'UNICEF en juin 2018 constate la détérioration des infrastructures scolaires, le déplacement des enseignants qualifiés, la destruction du matériel scolaire et pédagogique et l'absence de structures décentralisées du ministère de l'Enseignement primaire, secondaire, technique et de l'alphabétisation (MEPSTA). Les enseignants fuyant les combats dans les zones rurales sont remplacés par des maîtres-parents peu ou pas qualifiés, ce qui entraîne une baisse du niveau d'apprentissage chez les élèves. Les écoles publiques de l'enseignement fondamental comptent un peu plus de 60 % de maîtres-parents²³⁶. Un bulletin d'information de l'UNICEF publié fin juillet 2018 mentionne que durant le premier semestre 2018, sur un total de 279.000 enfants de trois à dix-huit ans déplacés, environ 116.000 étaient en rupture scolaire²³⁷. L'ONU indique que les épreuves nationales du baccalauréat 2018 ont pu être organisées grâce à la MINUSCA et à l'UNICEF²³⁸.

Dans un bulletin mensuel de septembre 2018 sur la situation humanitaire en RCA, l'UNICEF mentionne que le président Touadéra a officiellement inauguré l'année scolaire à Bangui le 17 septembre 2018. Deux semaines plus tard, bon nombre d'écoles restaient fermées en raison de l'insécurité dans certaines régions, selon l'UNICEF et ses partenaires qui demandent la réouverture de toutes les écoles²³⁹.

²³¹ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 8, [url](#)

²³² Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 1, [url](#)

²³³ Nations unies, Conseil de sécurité, 18/06/2018, p. 9, [url](#)

²³⁴ Nations unies, Assemblée générale, 13/08/2018, p. 5, [url](#)

²³⁵ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, p. 8, [url](#)

²³⁶ Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire, technique et de l'alphabétisation, UNICEF, 06/2018, pp. 8, 14, [url](#)

²³⁷ UNICEF, Cluster Education, 31/07/2018, [url](#)

²³⁸ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/10/2018, p. 7, [url](#)

²³⁹ UNICEF, 09/2018, [url](#)

8.5. Services de maintien de l'ordre

En janvier 2019, 1.100 agents des forces de sécurité intérieure (729 gendarmes et 371 policiers) sur un total d'un peu plus de 3.000 agents sont déployés en dehors de Bangui, principalement à l'ouest du pays. Quant aux FACA, ils sont un peu plus de 1.300 sur 7.000 soldats à être répartis dans sept villes à l'intérieur du pays²⁴⁰.

8.6. Sécurité sur les axes routiers, liberté de mouvement

L'étude menée par les autorités centrafricaines et l'UNICEF en juin 2018 souligne l'absence d'infrastructures routières et l'inaccessibilité de nombreuses localités, principalement durant la saison des pluies. Ces problèmes, joints à l'insécurité, font que les régions les plus éloignées de Bangui, en particulier les régions du Nord, du Nord-Est et de l'Est du pays, sont enclavées pendant plusieurs mois²⁴¹.

ICG relève, en janvier 2019, que « [d]ans la capitale, la plupart des musulmans sont concentrés dans le quartier PK5. Ils vivent toujours dans la peur d'être pris pour cibles par des groupes armés en raison de leur appartenance religieuse »²⁴². L'experte de l'ONU sur la situation des droits de l'homme souligne, dans son rapport d'août 2018, qu'il est important « [...] de préserver la liberté de circulation entre le quartier PK5 et le reste de la ville »²⁴³.

Les 10.000 déplacés vivant sur le site d'Ippy (centre) sont privés de liberté de mouvement depuis plusieurs mois en raison de la présence de groupes armés autour du camp, les empêchant de mener des activités agricoles de subsistance, selon Marie-Thérèse Keita Bocoum, l'experte de l'ONU sur la situation des droits de l'homme dans son rapport d'août 2018²⁴⁴. De retour de mission en RCA en juin 2018, elle a déploré le fait que de nombreuses populations déplacées soient toujours privées de liberté de mouvement à l'extérieur des camps, comme à Bangassou, et n'aient de ce fait pas accès aux services de santé, à l'éducation ou aux opportunités économiques²⁴⁵. Plus généralement, le rapport du département d'Etat américain pour l'année 2018 relève que les personnes vivant sur des sites de déplacés ne sont pas à l'abri d'attaques des groupes armés lorsqu'elles s'aventurent hors des camps pour s'approvisionner²⁴⁶.

²⁴⁰ Nations unies, Conseil de sécurité, 15/02/2019, pp. 8-9, [url](#)

²⁴¹ Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire, technique et de l'alphabétisation, UNICEF, 06/2018, p. 7, [url](#)

²⁴² ICG, 28/01/2019, [url](#)

²⁴³ Nations unies, Assemblée générale, 13/08/2018, p. 9, [url](#)

²⁴⁴ Nations unies, Assemblée générale, 13/08/2018, p. 13, [url](#)

²⁴⁵ HCDH, 28/06/2018, [url](#)

²⁴⁶ USDOS, 03/2019, [url](#)

Résumé

Durant l'année 2018, le pays a été le théâtre de fréquents combats entre groupes armés et de violences à l'encontre de civils. Des incidents violents ont eu lieu dans la capitale en avril et mai 2018. Un accord de paix sous l'égide de l'UA, le huitième depuis 2013, a été conclu à Khartoum le 5 février 2019 entre les autorités et quatorze groupes armés. Conformément aux recommandations de Khartoum, un gouvernement inclusif a été formé début mars 2019. Plusieurs groupes armés, estimant être sous-représentés au sein de celui-ci, ont remis en question leur participation à l'exercice du pouvoir ainsi que leur adhésion à l'accord de paix. Fin mars 2019, les parties sont parvenues à s'entendre sur la composition du nouveau gouvernement.

Le mandat de la MINUSCA, présente en RCA depuis 2014, a été renouvelé jusqu'en novembre 2019. Début 2019, la mission onusienne était composée de plus de 15.000 hommes. Du côté des forces centrafricaines, les effectifs des FACA (armée) étaient de 7.700 militaires, les FSI (police et gendarmerie) étant un peu plus de 3.000. Leur redéploiement dans le pays a débuté mais est freiné par l'embargo international sur les armes auquel le pays est soumis depuis 2013.

Les sources consultées estiment que 70 à 80 % du territoire sont contrôlés par les groupes armés. Les plus importants sont les milices de l'ex-Séléka et les groupes anti-balaka. D'autres groupes de moindre importance et à l'assise régionale sont également présents. A Bangui, des milices d'autodéfense sont installées dans le quartier musulman de PK5, dans le troisième arrondissement.

La période couverte par ce rapport a essentiellement été marquée par des affrontements entre groupes armés pour l'attribution des ressources naturelles et le contrôle des routes de transhumance, par les activités criminelles de ces groupes ainsi que par des violences intercommunautaires. Plusieurs sources, notamment HRW, notent que les violences à Bangui en avril-mai 2018 ont réactivé les tensions entre communautés religieuses. Les groupes armés se sont rendus coupables de violations des droits de l'homme, parmi lesquelles des meurtres, des enlèvements, la destruction de biens civils, le pillage, le refus de l'accès humanitaire, l'occupation et l'attaque de centres de santé, d'écoles et de lieux de culte. Les forces de défense et de sécurité nationales ont également commis des violations des droits de l'homme consistant principalement en harcèlement, menaces, agressions physiques, extorsions et détention arbitraire.

Les civils ont été les premières cibles de la violence des groupes armés. Dans certains cas, ils ont été visés parce qu'associés au groupe ou à la communauté adverse. Une source (Enough Project) estime qu'en 2018, chrétiens et musulmans ont constitué une cible pour les groupes armés en raison de leur appartenance religieuse. Une autre source (Christian Solidarity Worldwide) souligne que des responsables religieux ont été visés en raison de leur engagement pour la réconciliation entre communautés. La MINUSCA et les travailleurs humanitaires ont également représenté une cible pour les groupes armés.

Les sources consultées (ONU, HRW) indiquent que le gouvernement contrôle la capitale et ses environs à l'ouest. Hormis des épisodes de violence dus aux activités des bandes criminelles dans le quartier PK5 et des violences intercommunautaires en avril-mai 2018, Bangui n'a connu que des problèmes de sécurité isolés. En dehors de la capitale, les conditions de sécurité sont décrites comme instables de façon permanente.

En janvier 2019, les Nations unies estiment que près de 650.000 personnes sont déplacées et plus de 575.000 réfugiées dans les pays voisins (Tchad, Cameroun, République du Congo et RDC). Près de trois millions de personnes sur une population estimée à 4,6 millions ont besoin d'une aide humanitaire d'urgence. En raison de l'insécurité, les travailleurs humanitaires ont été contraints de se retirer de certaines zones. L'ONU indique que l'Etat est incapable de fournir des infrastructures et services de base à la population à l'extérieur de Bangui. Un grand nombre d'écoles restent fermées à l'intérieur

du pays. Les déplacés n'ont souvent pas de liberté de mouvement en dehors des sites où ils ont trouvé refuge.

Bibliographie

Sources écrites et audiovisuelles

Action contre la Faim, *Mettre fin au cercle vicieux entre faim & conflit en République centrafricaine. Etude de cas d'Action contre la Faim*, 06/2018, https://www.actioncontrelafaim.org/wp-content/uploads/2018/09/CASE-STUDY_RCA-HD-V04072018.pdf [consulté le 11/03/2019]

Action contre la Faim, *République centrafricaine. Une situation humanitaire complexe*, 14/09/2018, <https://www.actioncontrelafaim.org/a-la-une/une-situation-humanitaire-complexe/> [consulté le 11/03/2019]

Afric Telegraph, *Centrafrique : Anti-Balaka et Ex-Seleka font la paix à Bria*, 04/10/2018, <https://africtelegraph.com/centrafrique-anti-balaka-et-ex-seleka-font-la-paix-a-bria/> [consulté le 06/03/2019]

African Daily Voice (ADV), *Centrafrique : formation du gouvernement inclusif après l'accord de Khartoum*, 03/03/2019, <https://africandailyvoice.com/2019/03/03/centrafrique-formation-du-gouvernement-inclusif-apres-laccord-de-khartoum/> [consulté le 11/03/2019]

African Daily Voice (ADV), *Centrafrique : l'armée nationale libère la ville minière de Bakouma à l'Est du pays*, 16/01/2019, <https://africandailyvoice.com/2019/01/16/centrafrique-armee-nationale-libere-ville-miniere-bakouma-est-pays/> [consulté le 28/02/2019]

Africanews, *La MINUSCA condamne fermement l'attaque de l'UPC contre la population civile à Ippy*, 30/01/2019, <http://fr.africanews.com/2019/01/30/la-minusca-condamne-fermement-l-attaque-de-lupc-contre-la-population-civile-a-ippy/> [consulté le 28/02/2019]

Africanews, *Nouveau gouvernement en Centrafrique, avec davantage de portefeuilles aux groupes armés*, 23/03/2019, <https://fr.africanews.com/2019/03/23/nouveau-gouvernement-en-centrafrique-avec-davantage-de-portefeuilles-aux/> [consulté le 25/03/2019]

Agence centrafricaine de presse (ACAP), *Le gouvernement condamne les violences du 6 septembre dernier à Bria*, 10/09/2018, https://www.acap.cf/Le-gouvernement-condamne-les-violences-du-6-septembre-dernier-a-Bria_a8851.html [consulté le 27/02/2019]

Agence d'information d'Afrique Centrale (ADIAC), *Centrafrique : le gouvernement et les groupes armés signent un accord de paix*, 05/02/2019, <http://www.adiac-congo.com/content/centrafrique-le-gouvernement-et-les-groupes-armes-signent-un-accord-de-paix-95230> [consulté le 19/02/2019]

Agenzia Fides, *Prêtre tué lors d'un assaut contre une église de Bangui déjà attaquée en 2014*, 02/05/2018, http://www.fides.org/fr/news/64117-AFRIQUE_REPUBLIQUE_CENTRAFRICAINE_Pretre_tue_lors_d_un_assaut_contre_une_eglise_de_Bangui_deja_attaquee_en_2014 [consulté le 27/02/2019]

Al Wihda Info, *La MINUSCA dénonce la mort des civils innocents dans des affrontements entre groupes armés à Ndélé*, 24/06/2018, https://www.alwihdainfo.com/La-MINUSCA-denonce-la-mort-des-civils-innocents-dans-des-affrontements-entre-groupes-armes-a-Ndele_a64648.html [consulté le 22/02/2019]

Amnesty International (AI), *Nettoyage ethnique et tueries intercommunautaires en République centrafricaine*, 02/2014, <https://www.amnesty.org/fr/documents/AFR19/004/2014/fr/> [consulté le 15/02/2019]

Amnesty International (AI), *République centrafricaine : Les casques bleus quittent leurs postes laissant mourir des civils*, 14/12/2018, <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/republique-centrafricaine-les-casques-bleus-quittent-leurs-postes-laissant> [consulté le 28/02/2019]

Apanews, *Firmin Ngrébada nommé Premier ministre de la Centrafrique*, 25/02/2019, <http://apanews.net/index.php/news/firmin-ngrebada-nomme-premier-ministre-de-la-centrafrique> [consulté le 22/02/2019]

Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) [site web], s.d., <https://www.acleddata.com/> [consulté le 18/03/2019]

Austrian Centre for Country of Origin & Asylum Research and Documentation (ACCORD), *Central African Republic, Third quarter 2018: Update on incidents according to the Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED) - Updated 2nd edition compiled by ACCORD*, 20/12/2018, https://www.ecoi.net/en/file/local/2001786/2018q3CentralAfricanRepublic_en.pdf [consulté le 18/03/2019]

British Broadcasting Corporation (BBC), *L'ONU reconduit l'embargo sur les armes imposé à la Centrafrique*, 01/02/2019, <https://www.bbc.com/afrique/region-47087266> [consulté le 20/02/2019]

Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (OCHA), *République centrafricaine. Plan de réponse humanitaire (janvier-décembre 2019)*, 12/2018, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/r-publique-centrafricaine-plan-de-r-ponse-humanitaire-2019-janvier-d> [consulté le 04/03/2019]

Carte du monde, *Carte République centrafricaine*, s.d., <http://www.cartedumonde.net/pays/republique-centrafricaine/> [consulté le 07/03/2019]

Centrafrique le défi, *Moyenne Sido : communiqué final conjoint de la réunion des dirigeants des groupes politico-militaires pour la paix et réconciliation*, 10/08/2018, <http://www.centrafriqueledefi.com/pages/prefectures-et-villes-de-la-rca/moyenne-sido-communique-final-conjoint-de-la-reunion-des-dirigeants-des-groupes-politico-militaires.html> [consulté le 06/03/2019]

Christian Solidarity Worldwide (CSW), *Central African Republic: Freedom of religion or belief*, 09/2018, https://www.ecoi.net/en/file/local/1447966/3175_1540637083_2018-09-general-briefings-central-african-republic.pdf [consulté le 18/03/2019]

Comersis, *Carte préfectures de la République centrafricaine*, s.d., <https://cmap.comersis.com/carte-prefectures-de-la-Republique-Centrafricaine-cmo17th019f.html> [consulté le 06/03/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Banafio M.), *Centrafrique : combat en cours entre les Anti-balaka et un groupe des Goula à Bria*, 25/08/2018, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-combat-en-cours-entre-les-anti-balaka-et-un-groupe-des-goula-a-bria/> [consulté le 28/02/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC), *Centrafrique : vive tension entre les éleveurs peuls et les Anti-Balaka au village Ndanga dans la Lobaye*, 28/01/2019, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-vive-tension-entre-les-eleveurs-peuls-et-les-anti-balaka-au-village-ndanga-dans-la-lobaye/> [consulté le 28/02/2019]

Corbeau News Centrafrique (CNC) (Nzilo A.), *Centrafrique : de violents affrontements entre groupes armés à Batangafo*, 01/11/2018, <https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-de-violents-affrontements-entre-groupes-armes-a-batangafo/> [consulté le 28/02/2019]

Courrier international, *Reportage. La Centrafrique, le pays qui n'a plus d'Etat*, 02/05/2018, <https://www.courrierinternational.com/article/reportage-la-centrafrique-le-pays-qui-na-plus-detat> [consulté le 06/03/2019]

Danish Institute for International Studies (DIIS) [site web], s.d., <https://www.diis.dk/en/diis/diis/diis-in-short> [consulté le 18/03/2019]

Deutsche Welle (DW), « *En RCA l'aide humanitaire est de retour à la case départ* », 28/11/2018, <https://www.dw.com/fr/en-rca-laide-humanitaire-est-de-retour-a-la-case-depart/a-46481676> [consulté le 28/02/2019]

Europe 1, *Centrafrique : un Casque bleu tué, sept blessés dans une embuscade*, 05/06/2018, <https://www.europe1.fr/international/centrafrique-un-casque-bleu-tue-sept-blesses-dans-une-embuscade-3672158> [consulté le 27/02/2019]

Europe 1, *Six employés humanitaires tués en République centrafricaine*, 28/02/2018, <https://www.europe1.fr/international/six-employes-humanitaires-tues-en-republique-centrafricaine-3587180> [consulté le 27/02/2019]

Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), Cluster Education, *République Centrafricaine Cluster Education Bulletin d'information - Deuxième trimestre 2018*, 31/07/2018, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/r-publique-centrafricaine-cluster-education-bulletin-dinformation-0> [consulté le 11/03/2019]

Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), *République centrafricaine : deux enfants sur trois ont besoin d'assistance humanitaire. Une crise négligée, dangereuse et de plus en plus grave pour les enfants*, 29/11/2018,

<https://www.unicef.org/fr/communiqu%C3%A9s-de-presse/r%C3%A9publique-centrafricaine-deux-enfants-sur-trois-ont-besoin-d-assistance> [consulté le 22/02/2019]

France 24, *Des violences interethniques en Centrafrique font une quarantaine de morts*, 17/11/2018, <https://www.france24.com/fr/20181117-centrafrique-violences-querre-morts-pretre-casque-bleu-onu-alindao> [consulté le 28/02/2019]

France Culture, *Après les affrontements à Bangui, 5 ans de conflit en Centrafrique: l'Etat ou la guerre, quelle différence ?*, 03/05/2018, <https://www.franceculture.fr/emissions/les-enjeux-internationaux/centrafrique5-ans-de-conflit-et-un-constat-la-querre-ou-letat-quelle-difference> [consulté le 22/02/2019]

France diplomatie, *Conseils aux voyageurs, République centrafricaine, s.d.*, <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/republique-centrafricaine/> [consulté le 27/02/2019]

France24, *Centrafrique : le gouvernement et 14 groupes armés signent un accord de paix à Khartoum*, 05/02/2019, <https://www.france24.com/fr/20190205-centrafrique-khartoum-accord-paix-gouvernement-groupes-armes-touadera> [consulté le 19/02/2019]

French China, *Centrafrique : dégradation de la situation sécuritaire dans le nord-ouest et le sud-est du pays (témoins)*, 10/01/2018, http://french.china.org.cn/foreign/txt/2018-01/10/content_50208624.htm [consulté le 22/02/2019]

French China, *Centrafrique : l'ONU et ses partenaires saluent la proclamation des résultats définitifs du scrutin présidentiel*, 05/03/2016, http://french.china.org.cn/china/txt/2016-03/05/content_37943122.htm [consulté le 15/02/2019]

French China, *République centrafricaine : quinze otages de la LRA libérés lors d'une opération conjointe MINUSCA-FACA*, 04/04/2018, http://french.china.org.cn/foreign/txt/2018-04/04/content_50813033.htm [consulté le 22/02/2019]

Global Centre for the Responsibility to Protect, *Populations at risk. Serious concern. Central African Republic*, 17/01/2017, http://www.globalr2p.org/regions/central_african_republic [18/02/2019]

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) (Lobez C.), *RCA: difficile politique d'apaisement. La justice transitionnelle menacée ?*, 27/02/2018, <https://www.grip.org/fr/node/2525> [consulté le 06/03/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *Conclusions préliminaires. Mission de surveillance du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme en République centrafricaine (RCA)*, 14/01/2014, www.ohchr.org/Documents/Countries/CF/CARPreliminaryReport2014French.doc [consulté le 15/02/2019]

Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH), *République centrafricaine : Des actions efficaces pour la protection, la paix et la réconciliation demandées par une experte de l'ONU*, 28/06/2018, <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=23281&LangID=F> [consulté le 28/02/2019]

Huffington Post, *Centrafrique: le président Michel Djotodia et son Premier ministre Nicolas Tiangaye ont démissionné*, 10/01/2014, http://www.huffingtonpost.fr/2014/01/10/centrafrique-president-djotodia-demission_n_4574154.html [consulté le 15/02/2019]

Human Rights Watch (HRW), *« Je peux encore sentir l'odeur des morts ». La crise oubliée des droits humains en République centrafricaine*, 09/2013, https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/car0913fr_ForUpload.pdf [consulté le 15/02/2019]

Human Rights Watch (HRW), *Rapport mondial 2019. République centrafricaine. Événements de 2018*, 17/01/2019, <https://www.hrw.org/fr/world-report/2019/country-chapters/325602> [consulté le 04/03/2019]

Human Rights Watch (HRW), *République centrafricaine : Exécutions de civils par des rebelles*, 12/10/2018, <https://www.hrw.org/fr/news/2018/10/12/republique-centrafricaine-executions-de-civils-par-des-rebelles> [consulté le 04/03/2019]

Human Rights Watch (HRW), *République centrafricaine : Un nouveau groupe armé sème la terreur*, 20/12/2016, <https://www.hrw.org/fr/news/2016/12/20/republique-centrafricaine-un-nouveau-groupe-arme-seme-la-terreur> [consulté le 04/03/2019]

Integrated Regional Information Networks (IRIN), *La crise s'aggrave en République centrafricaine*, 24/02/2017, <https://www.irinnews.org/fr/analyses/2017/02/24/la-crise-s%E2%80%99aggrave-en-r%C3%A9publique-centrafricaine> [consulté le 18/02/2019]

Integrated Regional Information Networks (IRIN), *Le nouvel accord peut-il ramener la paix en RCA ?*, 19/05/2015, <http://www.irinnews.org/fr/report/101515/briefing-le-nouvel-accord-peut-il-ramener-la-paix-en-rca> [consulté le 15/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *Centrafrique : les racines de la violence*, 21/09/2015, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-roots-violence> [consulté le 18/02/2019]

International Crisis Group (ICG), *République centrafricaine : des pourparlers à la paix*, 28/01/2019, <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-getting-talks-peace> [consulté le 15/02/2019]

International Peace Information Service (IPIS) [site web], s.d., <http://ipisresearch.be/ipis-fr/propos-dipis/> [consulté le 18/03/2019]

International Peace Information Service (IPIS), Danish Institute for International Studies (DIIS) (Schouten P.), *Central African Republic: A Conflict Mapping*, 08/2018, http://www.academia.edu/37476066/Central_African_Republic_A_Conflict_Mapping [consulté le 21/02/2019]

Jeune Afrique (Duhem V.), *Centrafrique : ce qu'il faut retenir du forum de Bangui*, 11/05/2015, <http://www.jeuneafrique.com/231902/politique/centrafrique-ce-qu-il-faut-retenir-du-forum-de-bangui/> [consulté le 15/02/2019]

Jeune Afrique (Kibangula T.), *Centrafrique : que dit l'accord de Nairobi entre ex-Séléka et anti-balaka ?*, 29/01/2015, <http://www.jeuneafrique.com/34124/politique/centrafrique-que-dit-l-accord-de-nairobi-entre-ex-s-l-ka-et-anti-balaka/> [consulté le 15/02/2019]

Jeune Afrique, *Accord de paix en Centrafrique : 5 des 14 groupes armés signataires désavouent le gouvernement*, 04/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/744690/politique/accord-de-paix-en-centrafrique-5-des-14-groupes-armes-signataires-desavouent-le-gouvernement/> [consulté le 13/03/2019]

Jeune Afrique, *Centrafrique : au moins treize morts depuis le début des pourparlers de paix*, 26/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/716188/politique/centrafrique-au-moins-treize-morts-depuis-le-debut-des-pourparlers-de-paix/> [consulté le 28/02/2019]

Jeune Afrique, *Centrafrique : autorités et groupes armés s'accordent sur un nouveau gouvernement inclusif*, 20/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/752022/politique/centrafrique-autorites-et-groupes-armes-saccordent-sur-un-nouveau-gouvernement-inclusif/> [consulté le 25/03/2019]

Jeune Afrique, *Centrafrique : combats entre l'armée et des groupes armés dans le Sud-Est*, 06/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/699843/politique/centrafrique-combats-entre-larmee-et-des-groupes-armes-dans-le-sud-est/> [consulté le 28/02/2019]

Jeune Afrique, *Centrafrique : de nouvelles violences font 13 morts avant l'ouverture des négociations de paix*, 22/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/713086/politique/centrafrique-de-nouvelles-violences-font-13-morts-avant-louverture-des-negociations-de-paix/> [consulté le 28/02/2019]

Jeune Afrique, *Centrafrique : l'ex-chef de milice anti-balaka Patrice-Édouard Ngaissona arrêté en France*, 12/12/2018, <https://www.jeuneafrique.com/684840/politique/centrafrique-lex-chef-de-milice-anti-balaka-patrice-edouard-ngaissona-arrete-en-france/> [consulté le 28/02/2019]

Jeune Afrique, *Centrafrique : Laurent Ngon-Baba élu président de l'Assemblée nationale*, 29/10/2018, <https://www.jeuneafrique.com/655219/politique/centrafrique-laurent-ngon-baba-elu-president-de-lassemblee-nationale/> [consulté le 28/02/2019]

Jeune Afrique, *Centrafrique : le député et ex-chef rebelle « Rambo » a été extradé vers la CPI*, 17/11/2018, <https://www.jeuneafrique.com/665809/politique/centrafrique-le-depute-et-ex-chef-rebelle-rambo-a-ete-extrade-vers-la-cpi/> [consulté le 28/02/2019]

Jeune Afrique, *Centrafrique : les groupes armés gagnent des portefeuilles dans le nouveau gouvernement*, 22/03/2019, <https://www.jeuneafrique.com/753248/politique/centrafrique-les-groupes-armes-gagnent-des-portefeuilles-dans-le-nouveau-gouvernement/> [consulté le 25/03/2019]

Jeune Afrique, *Embargo sur les armes en Centrafrique : le Premier ministre dénonce un « deux poids deux mesures »*, 28/01/2019, <https://www.jeuneafrique.com/717083/politique/embargo-sur-les-armes-en-centrafrique-le-premier-ministre-denonce-un-deux-poids-deux-mesures/> [consulté le 22/02/2019]

Justiceinfo (Rugiririza E.), *Centrafrique : l'ex-Séléka s'apprête-t-elle à marcher sur Bangui ?*, 18/04/2018, <https://www.justiceinfo.net/fr/reconciliation/37179-centrafrique-l-ex-seleka-s-apprete-t-elle-a-marcher-sur-bangui.html> [consulté le 04/03/2019]

L'Express, *Centrafrique: l'élection de la nouvelle présidente de transition saluée par Hollande*, 20/01/2014, http://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/centrafrique-la-maire-de-bangui-elue-presidente-de-transition_1315739.html [consulté le 15/02/2019]

L'Express, *Centrafrique: nouvelle éruption de violences, 37 morts*, 16/11/2018, https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/centrafrique-nouvelle-eruption-de-violences-37-morts_2048891.html [consulté le 22/02/2019]

La Croix (Larcher L.), *Centrafrique, le cauchemar sans fin*, 20/11/2018, <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/Centrafrique-cauchemar-continue-2018-11-20-1200984332> [consulté le 28/02/2019]

La Croix (Larcher L.), *En Centrafrique, 48 morts dans l'attaque d'un bâtiment de l'évêché d'Alindao*, 16/11/2018, <https://www.la-croix.com/Monde/Afrique/En-Centrafrique-leveche-dAlindao-attaque-plusieurs-pretres-tues-2018-11-16-1200983600> [consulté le 28/02/2019]

La Croix (Sarr L.), *En Centrafrique, les évêques appellent à la levée de l'embargo sur les armes*, 16/01/2019, <https://africa.la-croix.com/en-centrafrique-les- eveques-appellent-a-la-levée-de-l'embargo-sur-les-armes/> [consulté le 22/02/2019]

La Croix (Sarr L.), *En Centrafrique, un prêtre tué lors de l'attaque de sa paroisse par un groupe armé*, 26/03/2018, <https://africa.la-croix.com/centrafrique-petre-tue-lors-de-l'attaque-de-paroisse-groupe-arme/> [consulté le 27/02/2019]

La Libre Afrique, *Centrafrique : 14 groupes armés pour un seul territoire*, 06/02/2019, <https://afrique.lalibre.be/32007/centrafrique-14-groupes-armes-pour-un-seul-territoire/> [consulté le 06/03/2019]

La Nouvelle Centrafrique (Faraba R.), *Blog/Bangui : Quels sont les groupes d'auto-défense actuels du PK5 et leurs revendications ?*, 23/01/2017, <http://www.lanouvellecetrafrique.info/2017/01/23/blogbangui-quels-sont-les-groupes-d'auto-defense-actuels-du-pk5-et-leurs-revendications/> [consulté le 21/02/2019]

Le Figaro, *Centrafrique: destitution du président de l'Assemblée nationale*, 26/10/2018, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/10/26/97001-20181026FILWWW00351-centrafrique-destitution-du-president-de-l-assemblee-nationale.php> [consulté le 22/02/2019]

Le Monde (Loubière T.), *Six clés pour comprendre le conflit en République centrafricaine*, 05/12/2013, http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/12/05/republique-centrafricaine-le-conflit-en-six-points_3526169_3212.html [consulté le 15/02/2019]

Le Monde, *Centrafrique : l'opération Sangaris prolongée*, 25/02/2014, https://www.lemonde.fr/international/article/2014/02/25/centrafrique-les-deputes-autorisent-la-prolongation-de-l-operation-sangaris_4373207_3210.html [consulté le 22/02/2019]

Le Point, *Centrafrique : la France met officiellement fin à l'opération Sangaris*, 31/10/2016, https://www.lepoint.fr/monde/centrafrique-la-france-met-officiellement-fin-a-l-operation-sangaris-31-10-2016-2079807_24.php [consulté le 22/02/2019]

Médecins sans frontières (MSF), *RCA : violences à Bambari. Quelles conséquences pour la population ?*, 29/06/2018, <https://www.msf.fr/actualites/rca-violences-a-bambari-quelles-consequences-pour-la-population> [consulté le 06/03/2019]

Ministère de l'Enseignement primaire, secondaire, technique et de l'alphabétisation (MEPSTA), Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), *Programme d'appui au plan de transition du système éducatif centrafricain (PAPT)*, 06/2018, <https://www.globalpartnership.org/fr/download/file/fid/75528> [consulté le 11/03/2019]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation de la République centrafricaine (MINUSCA), *Lancement officiel des activités de la Cour pénale spéciale, « une percée majeure pour la justice en RCA »*, 24/10/2018, <https://minusca.unmissions.org/lancement-officiel-des-activit%C3%A9s-de-la-cour-p%C3%A9nale-sp%C3%A9ciale-%C2%AB-une-perc%C3%A9e-majeure-pour-la-justice-en> [consulté le 22/02/2019]

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), *Faits et chiffres*, 31/01/2019, <https://minusca.unmissions.org/faits-et-chiffres> [consulté le 11/03/2019]

Nations unies, 2018: *l'ONU perd 26 Casques bleus et 8 membres du personnel civil qui travaillaient « dans les endroits les plus dangereux au monde »*, 01/02/2019, <https://reliefweb.int/report/world/2018-l-onu-perd-26-casques-bleus-et-8-membres-du-personnel-civil-qui-travaillaient-dans> [consulté le 27/02/2019]

Nations unies, Assemblée générale, *Rapport de l'Experte indépendante sur la situation des droits de l'homme en République centrafricaine*, 13/08/2018, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/rapport-de-l-experte-ind-pendante-sur-la-situation-des-droits-de-l-2> [consulté le 28/02/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Bilan à mi-parcours du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2399 (2018) du Conseil de sécurité (S/2018/729)*, 23/07/2018, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/bilan-mi-parcours-du-groupe-d-experts-sur-la-r-publique-0> [consulté le 21/02/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *La situation en République centrafricaine, S/2018/611*, 18/06/2018, <https://undocs.org/fr/S/2018/611> [consulté le 18/02/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Lettre datée du 26 juillet 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2339 (2017) S/2017/639*, 26/07/2017, http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2017/639&referer=/english/&Lang=F [consulté le 21/02/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, S/2016/824*, 29/09/2016, http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/2016/824 [consulté le 15/02/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, S/2018/922*, 15/10/2018, <https://undocs.org/fr/S/2018/922> [consulté le 19/02/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, S/2019/147*, 15/02/2019, <https://undocs.org/fr/S/2019/147> [consulté le 04/03/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport du Secrétaire général sur la situation en République centrafricaine, S/2018/125*, 15/02/2018, <http://undocs.org/fr/S/2018/125> [consulté le 04/03/2019]

Nations unies, Conseil de sécurité, *Rapport final du Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2399 (2018) du Conseil de sécurité, S/2018/1119*, 14/12/2018, <https://undocs.org/fr/S/2018/1119> [consulté le 20/02/2019]

Nations unies, *Recrutement de 1023 nouveaux FACA : 15674 candidats pour épreuves physiques*, 12/11/2018, <https://peacekeeping.un.org/fr/recrutement-de-1023-nouveaux-faca-15674-candidats-pour-epreuves-physiques> [consulté le 28/02/2019]

Observatoire des situations de déplacement interne (Internal Displacement Monitoring Centre, IDMC), *République centrafricaine, Sur fond d'instabilité persistante et de poursuite de la transition politique, les PDI restent confrontées à des difficultés majeures*, 26/05/2015, <http://www.internal->

displacement.org/assets/library/Africa/Central-African-Republic/pdf/201505-af-car-overview-fr.pdf [consulté le 28/02/2019]

ONU Info, *RCA : l'ONU dénonce un drame humanitaire inacceptable à Bangafo, dans le nord-ouest*, 08/11/2018, <https://news.un.org/fr/story/2018/11/1028671> [consulté le 28/02/2019]

ONU Info, *RCA : le Conseil de sécurité proroge le mandat de la MINUSCA et renforce son appui au processus politique*, 13/12/2018, <https://news.un.org/fr/story/2018/12/1031711> [consulté le 18/02/2019]

ONU Info, *République centrafricaine : des milliers de personnes fuient au Tchad en raison de violences, selon le HCR*, 05/01/2018, <https://news.un.org/fr/story/2018/01/374342-republique-centrafricaine-des-milliers-de-personnes-fuient-au-tchad-en-raison#.WmGny7d0xj> [consulté le 22/02/2019]

Opex360 (Lagneau L.), *Centrafrique : Deux Mirage 2000 français ont fourni un appui aérien à la mission des Nations unies à Bambari*, 12/01/2019, <http://www.opex360.com/2019/01/12/centrafrique-deux-mirage-2000-francais-ont-fourni-un-appui-aerien-a-la-mission-des-nations-unies-a-bambari/> [consulté le 04/03/2019]

Ouest France, *Centrafrique : six humanitaires tués dans le nord-ouest, près de Markounda*, 01/03/2018, <https://www.ouest-france.fr/monde/centrafrique/centrafrique-six-humanitaires-tues-dans-le-nord-ouest-pres-de-markounda-5595157> [consulté le 27/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: le président de l'Assemblée nationale destitué, une première*, 26/10/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20181026-centrafrique-president-assemblee-nationale-destitue-meckassoua> [consulté le 22/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *Centrafrique: signature d'un accord de fin des hostilités à Nairobi*, 28/01/2015, <http://www.rfi.fr/afrique/20150128-centrafrique-signature-accord-fin-hostilites-nairobi> [consulté le 15/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA : à Bambari, le désarmement des groupes de rebelles*, 17/03/2017, <http://www.rfi.fr/afrique/20170317-rca-bambari-desarmement-groupe-armes-minusca-onu-reportage> [consulté le 15/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA : que contient l'accord politique négocié à Khartoum ?*, 08/02/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190208-rfi-rca-accord-politique-signé-khartoum> [consulté le 21/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: la levée de l'embargo sur les armes en discussion avec l'ONU*, 14/07/2016, <http://www.rfi.fr/afrique/20160714-rca-levée-embargo-armes-discussion-onu-centrafrique> [consulté le 20/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: la peur est revenue à Bambari*, 18/05/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180518-rca-bambari-peur-revenue-violences> [consulté le 06/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: l'armée poursuit sa reconstruction*, 05/08/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180805-rca-armee-poursuit-reconstruction> [consulté le 18/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: le gouvernement et 14 groupes armés paraphent l'accord de paix de Khartoum*, 05/02/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190205-rca-accord-paix-paraphe-khartoum-groupes-armes-gouvernement> [consulté le 19/02/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: le processus de paix remis en cause par certains groupes armés*, 04/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190304-rca-processus-paix-remis-cause-groupes-armes-fprc-fdpc-mlci> [consulté le 13/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: l'état des lieux de la Minusca après l'attaque des FPRC à Bakouma*, 08/01/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190108-centrafrique-minusca-kenneth-gluck-fprc-bakouma-onu-humanitaires> [consulté le 04/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: un accord trouvé entre le pouvoir et les groupes armés*, 20/03/2019, <http://www.rfi.fr/afrique/20190320-accord-paix-rca-signataires-s-accordent-nouveau-gouvernement> [consulté le 25/03/2019]

Radio France internationale (RFI), *RCA: violences et vendetta dans le centre du pays*, 24/03/2018, <http://www.rfi.fr/afrique/20180323-rca-violences-vendetta-centre-pays-balaka-seleka> [consulté le 27/02/2019]

- Radio Ndeke Luka, *Bakouma : Les autorités administratives et locales sommées par le FPRC de quitter la ville*, 04/01/2019, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/32970-bakouma-les-autorites-administratives-et-locales-sommees-par-le-fprc-de-quitter-la-ville.html> [consulté le 06/03/2019]
- Radio Ndeke Luka, *Bambari : De nouveaux combats signalés entre Minusca et rebelles*, 17/01/2019, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/33046-bambari-de-nouveaux-combats-signales-entre-minusca-et-rebelles.html> [consulté le 13/03/2019]
- Radio Ndeke Luka, *Bambari, ouverture d'une enquête après la mort de l'Abbé Firmin Gbagoua*, 01/07/2018, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/32017-bambari-ouverture-d-une-enquete-apres-la-mort-de-l-abbe-firmin-gbagoua.html> [consulté le 27/02/2019]
- Radio Ndeke Luka, *Bangui : Le manque d'éclairage public source de braquages dans les quartiers Sica 2 et 3*, 21/02/2019, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/33260-bangui-le-manque-d-eclairage-public-source-de-braquages-dans-les-quartiers-sica-2-et-3.html> [consulté le 13/03/2019]
- Radio Ndeke Luka, *Bria : De la tension à la quiétude !*, 14/01/2019, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/33028-bria-de-la-tension-a-la-quietude.html> [consulté le 14/03/2019]
- Radio Ndeke Luka, *Haut-Mbomou : Au moins 14 personnes enlevées et tuées par un groupe d'individus non encore identifiés*, 22/02/2019, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/33263-haut-mbomou-au-moins-14-personnes-enlevees-et-tuees-par-un-groupe-d-individus-non-encore-identifies.html> [consulté le 13/03/2019]
- Radio Ndeke Luka, *Ouaka : Une partie de la ville de Bambari toujours sous contrôle des hommes de l'UPC*, 13/11/2018, <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/32670-ouaka-une-partie-de-la-ville-de-bambari-toujours-sous-contrôle-des-hommes-de-l-upc.html> [consulté le 11/03/2019]
- Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (RJDH) (Jongo J.), *Centrafrique : Ouverture à Bangui de la 3^e réunion de Panel de facilitation de l'UA pour la paix en RCA*, 17/02/2018, <http://rjdh.org/centrafrique-ouverture-a-bangui-de-la-3e-reunion-de-panel-de-facilitation-de-lua-pour-la-paix-en-rca/> [consulté le 18/02/2019]
- Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (RJDH) (Jongo J.), *Centrafrique : La tension toujours vive entre deux branches rivales FPRC à Bria*, 08/09/2018, <http://rjdh.org/centrafrique-tension-toujours-vive-entre-deux-branches-rivales-fprc-a-bria/> [consulté le 27/02/2019]
- Réseau des journalistes pour les droits de l'homme (RJDH) via Journal de Bangui, *Centrafrique : Des combats signalés autour de Bambari au centre du pays*, 12/06/2017, <http://www.journaldebangui.com/article.php?aid=12501> [consulté le 27/02/2019]
- Slate Afrique, *Centrafrique: début d'un désarmement de groupes d'ici la fin de l'année annonce l'ONU*, 23/10/2018, <http://www.slateafrique.com/903842/centrafrique-debut-dun-desarmement-de-groupes-dici-la-fin-de-lannee-annonce-lonu> [consulté le 22/02/2019]
- Sputniknews (Simo A.), *Centrafrique: la composition du nouveau gouvernement met en péril le 8^e accord de paix*, 07/03/2019, <https://fr.sputniknews.com/international/201903071040278206-centrafrique-composition-gouvernement-peril-accord-paix/> [consulté le 13/03/2019]
- Sputniknews, *Les Centrafricains manifestent contre l'embargo de l'Onu sur la livraison des armes*, 29/01/2019, <https://fr.sputniknews.com/international/201901291039827800-les-centrafricains-manifestent-contre-embargo-de-onu-livraison-armes/> [consulté le 21/02/2019]
- Sputniknews, *Un casque bleu tué et 11 autres blessés dans une attaque en Centrafrique*, 04/04/2018, <https://fr.sputniknews.com/international/201804031035789792-centrafrique-victimes-attaque/> [consulté le 27/02/2019]
- Tankeu M., *Enquête au cœur du phénomène des coupeurs de route*, 2013, <http://livre.proloquenumerique.ca/telechargement/extrait.cfm?ISBN=9782336320137&type=pdf> [consulté le 27/02/2019]
- The Enough Project (Dukhan N.), *Prolifération II: La frénésie du pouvoir et les guerres d'influence aux origines de l'escalade des violences sectaires en République centrafricaine*, 06/11/2018, <https://enoughproject.org/uncategorized/prolifération-ii-republique-centrafricaine> [consulté le 20/02/2019]

The Enough Project [site web], <https://enoughproject.org/about> [consulté le 18/03/2019]

United Nations International Childrens Fund (UNICEF), *Central African Republic, Humanitarian situation report*, 09/2018, <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/UNICEF%20Central%20African%20Republic%20Humanitarian%20Situation%20Report%20-%20September%202018%20.pdf> [consulté le 18/03/2019]

United States Department of State (USDOS), *Country Reports on Human Rights Practices for 2018. Central African Republic*, 03/2019, <https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2018&dliid=288945#wrapper> [consulté le 18/03/2019]

Vatican News, *Centrafrique: des civils et un prêtre assassinés à Seko*, 24/03/2018, <https://www.vaticannews.va/fr/eglise/news/2018-03/centrafrique--des-civils-et-un-pretre-assassines-a-seko.html> [consulté le 21/02/2019]

Voice of America (VOA) (Sipila F.), *Le bilan s'alourdit à Bambari en Centrafrique*, 18/05/2018, <https://www.voafrique.com/a/le-bilan-s-alourdit-%C3%A0-bambari-en-centrafrique/4399748.html> [consulté le 06/03/2019]

Voice of America (VOA), *Affrontements meurtriers dans le nord de la Centrafrique*, 21/06/2018, <https://www.voafrique.com/a/affrontements-meurtriers-entre-ex-rebelles-de-la-s%C3%A9%C3%A9ka-dans-le-nord-de-la-centrafrique/4448412.html> [consulté le 22/02/2019]

Voice of America (VOA), *Au moins 12 morts à Bria dans de nouvelles violences en Centrafrique*, 07/09/2018, <https://www.voafrique.com/a/au-moins-12-morts-%C3%A0-bria-dans-de-nouvelles-violences-en-centrafrique/4561639.html> [consulté le 27/02/2019]

Voice of America (VOA), *Combats entre l'armée et des groupes armés dans le Sud-Est*, 05/01/2019, <https://www.voafrique.com/a/combats-entre-l-armée-et-des-groupes-armés-dans-le-sud-est/4730334.html> [consulté le 28/02/2019]

Voice of America (VOA), *Le bilan s'alourdit à Bambari en Centrafrique*, 18/05/2018, <https://www.voafrique.com/a/le-bilan-s-alourdit-%C3%A0-bambari-en-centrafrique/4399748.html> [consulté le 06/03/2019]

Voice of America (VOA), *Le PK5 de Bangui ne veut plus de groupe armé*, 31/01/2018, <https://www.voafrique.com/a/au-quartier-musulman-de-bangui-on-ne-veut-plus-de-groupe-arme/4232584.html> [consulté le 22/02/2019]

Voice of America (VOA), *L'ONU visée dans une attaque près de la résidence du président en Centrafrique*, 09/04/2018, <https://www.voafrique.com/a/centrafrique-echanges-de-tirs-proches-de-la-residence-du-president/4338406.html> [consulté le 27/02/2019]

Voice of America (VOA), *Neuf ONG pillées en un mois à Bambari en Centrafrique*, 31/05/2018, <https://www.voafrique.com/a/neuf-ong-pillées-en-un-mois-%C3%A0-bambari-en-centrafrique/4418169.html> [consulté le 27/02/2019]

Voice of America (VOA), *Semaine meurtrière en Centrafrique*, 17/05/2018, <https://www.voafrique.com/a/semaine-meurtrière-en-centrafrique-/4398714.html> [consulté le 27/02/2019]